



PUBLICATION OCCASIONNELLE NUMERO 43

Programme de Gouvernance et MAEP

Septembre 2009

Intégrer l'enseignement de la gouvernance dans l'enseignement universitaire en Afrique : Perspectives, défis et leçons

Tšoeu Petlane

South African Institute of International Affairs
de gouvernance en Afrique et au-delà

Analyse des questions clés de politique et de

A PROPOS DE SAIIA

L'Institut sud-africain des affaires internationales (South African Institute of International Affairs, SAIIA) tire fierté de sa position depuis déjà plusieurs années de premier institut de recherche d'Afrique du Sud sur des questions internationales. Il s'agit d'un groupe de réflexion indépendant et non gouvernemental dont les principaux objectifs stratégiques consistent à contribuer efficacement à la politique publique et à encourager un débat plus vaste et mieux informé sur des questions internationales en mettant l'accent sur des questions et des préoccupations africaines. Il s'agit à la fois d'un centre pour l'excellence en matière de recherche et un lieu de stimulation de l'engagement public. Les publications occasionnelles de SAIIA présentent des analyses d'actualité incisives, proposant divers points de vue sur des questions fondamentales de politique en Afrique et ailleurs. Les thèmes centraux de recherche en matière de politique publique couverts par SAIIA sont, entre autres, la bonne gouvernance et la démocratie, l'élaboration de politiques économiques, la sécurité internationale et la paix et les nouveaux défis mondiaux tels que la sécurité alimentaire, les réformes en matière de bonne gouvernance et l'environnement. Pour de plus amples informations sur les travaux de SAIIA, veuillez consulter notre site web : www.saiia.org.za

Cet article est le résultat d'une recherche commandée par le Programme de Gouvernance et du Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs (MAEP) de SAIIA.

A PROPOS DU PROGRAMME DE GOUVERNANCE ET DU MAEP

Depuis 2002, le Programme de Gouvernance et du MAEP de SAIIA a encouragé le débat public et le savoir sur des questions essentielles de gouvernance et de développement en Afrique et ailleurs. Le programme vise à améliorer l'élaboration des politiques publiques en mettant en relation les gouvernements, les citoyens et les chercheurs grâce à des publications, des ateliers de formations et des bourses de recherche. Le projet a travaillé sur le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs et la gouvernance dans près de 20 pays d'Afrique. SAIIA est prêt à accueillir des écrits relatifs à la gouvernance en vue d'envisager leur publication dans cette série.

Editeurs de cette collection: Steven Gruzd steven.gruzd@wits.ac.za

Le Programme de Gouvernance et du MAEP remercie Alex Potter, Shaun de Waal, Dianna Games, John Gaunt, Rex Gibson, Barbara Ludman, Richard Steyn et Pat Tucker pour leur aide éditoriale sur ces articles.

SAIIA exprime sa reconnaissance à l'ambassade royale des Pays Bas en Afrique du Sud, qui a généreusement soutenu le Programme de Gouvernance et du MAEP et cette série.

Cette publication est disponible en Anglais et en Français. Traductions par www.alafrench.com

© SAIIA Septembre 2009

Tous droits réservés. Aucune partie de cette publication ne peut être reproduite ou utilisée sous aucunes formes ou par quelque procédé que ce soit, électronique ou mécanique, y compris des photocopies et des rapports, ou par aucun moyen de mise en mémoire d'information et de système de récupération sans la permission écrite de l'éditeur. Les opinions exprimées sont de la responsabilité des auteurs et non de celle de SAIIA.

RÉSUMÉ

L'enseignement supérieur continue dans de nombreux pays africains à être caractérisé par une crise de sureffectif, de personnel inadéquat, de normes en détérioration, d'infrastructures physiques délabrées, d'équipements insuffisants et d'un soutien gouvernemental en baisse du point de vue budgétaire et politique. Dans le même temps, on demande cependant au secteur de l'enseignement supérieur de produire des diplômés de qualité et une recherche de pointe en vue d'appuyer le développement national et continental. Bien que le rôle essentiel que joue ce secteur dans la capacité du continent à réaliser les objectifs d'initiatives telles que le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique de l'Union Africaine et les Objectifs du Millénaire pour le Développement de l'ONU soit de plus en plus reconnu, les réformes politiques et institutionnelles traitent essentiellement de l'impact économique de l'enseignement supérieur dans de nombreux pays, et négligent l'aspect gouvernance. D'un autre côté, la vision guidant les objectifs en matière de développement aux niveaux national, continental et international souligne le rôle central joué par une bonne gouvernance comme condition préalable à la réalisation de ces objectifs.

Cet article présente les points forts des conclusions d'une étude sur la portée des programmes liés à la gouvernance et les éducateurs universitaires dans huit universités africaines anglophones réalisées au cours du dernier trimestre 2008, et d'un atelier réunissant des universitaires de ces institutions organisé à Johannesburg les 20 et 21 mai 2009. Les conclusions indiquent que bien que les services des universités africaines soient de plus en plus demandés, les infrastructures, le personnel et autres ressources de ces universités sont en baisse. Celles-ci s'efforcent de se réinventer afin de répondre aux besoins du XXI^e siècle. Cet article présente par ailleurs le raisonnement en faveur de l'intégration de l'enseignement de la gouvernance dans l'enseignement universitaire, sur la base, d'abord, du rôle d'intégration que les universités jouent dans le développement national et, ensuite, de la centralité de l'amélioration de la gouvernance comme condition préalable au développement. Cette conclusion est basée à la fois sur les conclusions de la recherche et sur l'expérience que tire SAIIA de son travail sur le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP) depuis 2002. Ce dernier a indiqué qu'il était particulièrement nécessaire d'intégrer l'enseignement de la gouvernance dans l'enseignement supérieur, et de le faire depuis une perspective dépassant le cadre national afin de soutenir les initiatives de développement nationales et continentales.

A PROPOS DE L'AUTEUR

Tšoeu Petlane est chercheur travaillant sur le programme MAEP de SAIIA. Chercheur en politique de formation, il est titulaire d'un master de l'université de Carleton (Ottawa) et d'une maîtrise (obtenue avec mention) en Histoire et Sciences politiques de l'université de Trent (Peterborough). Il a rejoint SAIIA en août 2008 après avoir enseigné dans les départements d'études du développement et d'études politiques et administratives à l'université nationale du Lesotho (NUL). Il a auparavant travaillé brièvement pour le ministère des Affaires étrangères du Lesotho. Son dernier poste à la NUL était celui de chargé de recherche à l'Institut d'études de l'Afrique australe (ISAS, Institute of Southern African Studies) où il était également directeur de la division recherche et coordinateur de recherche dans le cadre du consortium de recherche ISAS-LIPAM (Lesotho Institute of Public Administration and Management), qui a dirigé la recherche d'autoévaluation du MAEP du Lesotho en 2007/2008. Il est l'auteur de divers articles de recherches et chapitres publiés dans des volumes de recherche édités.

ABREVIATIONS ET ACRONYMES

ISAS	Institut d'études de l'Afrique australe (Institute of Southern African Studies)
LIPAM	Institut d'administration et de gestion publiques du Lesotho (Lesotho Institute of Public Administration and Management)
MAEP	Mécanisme africain d'évaluation par les pairs
Nepad	Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique
NUL	Université nationale du Lesotho
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement de l'ONU
SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
SAIIA	Institut sud-africain des affaires internationales
TIC	Technologies de l'information et de la communication
UA	Union Africaine
UAA	Université d'Addis-Abeba
UB	Université du Botswana
UBLS	Université du Bechuanaland, Basutoland et Swaziland
UDar	Université de Dar-es-Salaam
UFS	Université du Free State
UNIMA	Université du Malawi
UNISA	Université d'Afrique du Sud
WITS	Université du Witwatersrand

INTRODUCTION

Selon les mots de Kofi Annan¹ :

L'université doit devenir un outil important pour le développement de l'Afrique dans ce nouveau siècle. L'université peut contribuer à l'expertise africaine ; elle peut améliorer l'analyse des problèmes africains, renforcer les institutions nationales, servir de modèle dans le cadre de la pratique de la bonne gouvernance, de la résolution des conflits et du respect des droits de l'Homme et permettre aux universitaires africains de jouer un rôle actif dans la communauté internationale des chercheurs.

En dépit des espoirs soulevés par la décolonisation, des programmes ambitieux qui ont suivi l'indépendance et de l'adoption du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (Nepad) visant à redresser l'économie de l'Afrique après les politiques désastreuses des années 70 et 80, la majorité des pays africains continue à faire face à de sérieux défis en matière de promotion de la gouvernance démocratique et d'avancée du développement économique et social de leurs citoyens.

En dépit du fait que les gouvernements et les bailleurs reconnaissent à présent davantage le rôle crucial que joue l'enseignement supérieur dans le développement économique, ce secteur ne bénéficie généralement pas d'une grande priorité en Afrique en termes de politique et de financement. Selon Bloom, Canning et Chan² :

Des signes de progrès dans l'enseignement supérieur apparaissent en Afrique subsaharienne. La communauté internationale du développement commence à se rendre compte de l'importance de l'enseignement supérieur, tandis que certains pays africains ont introduit des politiques innovatrices de renforcement des systèmes d'enseignement supérieur. Ce progrès est minime par rapport à celui réalisé dans d'autres régions du monde, peut-être en partie du fait du manque de compréhension des effets positifs que l'enseignement supérieur peut avoir sur le développement économique.

Mais les discussions à ce sujet tendent à se concentrer sur le large spectre de l'enseignement en général, en traitant d'un côté des politiques (incluant la priorité qu'accordent les gouvernements à l'enseignement primaire — et plus récemment, dans une moindre mesure, à l'enseignement secondaire), des accords institutionnels et du financement, et de l'autre des effets de ces derniers sur les économies des nations³. De plus, les bénéfices et les impacts identifiés tendent à se concentrer sur la formation « technique » ou scientifique, le raisonnement étant que l'enseignement supérieur peut aider les économies à se maintenir au niveau des sociétés technologiquement plus avancées ou à les rattraper, à adapter et à utiliser plus facilement les nouvelles technologies, à stimuler le développement de nouveaux outils et compétences et à générer un esprit d'entrepreneuriat⁴.

Dans une étude sur la relation qui existe entre l'enseignement supérieur et le développement dans cinq régions du monde (l'Asie, l'Amérique latine, l'Afrique subsaharienne, les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)⁵ et le Moyen Orient/l'Afrique du Nord), Tilak a constaté que⁶ :

Les taux de rendement de l'investissement dans l'enseignement sont positifs pour l'individu comme pour la société en général ; dans plusieurs pays, les taux de rentabilité sociale sont élevés, supérieurs à 10 %, ce que l'on peut considérer comme un taux de rentabilité référentiel ; et les taux de rendement semblent augmenter au fil du temps dans certains pays.

L'auteur montre en particulier qu'en Afrique, les taux de rendement sont supérieurs aux moyennes mondiales à la fois pour la société et pour l'individu (à 11,3 % et 27,8 % respectivement — contre des moyennes mondiales de 10,3 % et 19 %). Cela en dépit de taux de scolarisation universitaire en Afrique subsaharienne inférieurs à ceux des autres régions⁷.

Bien que les bénéfices de l'enseignement supérieur puissent sembler évidents, il est nécessaire de les décrire afin d'apprécier pleinement la contribution de ce secteur à la vie privée, sociale et nationale. Les bénéfices directs de l'enseignement supérieur consistent en ce qu'il produit un personnel éduqué capable de développer des innovations qui aident la société à progresser, et qui contribue à des revenus familiaux et étatiques plus élevés grâce à des salaires et des impôts plus élevés. Les mères éduquées élèvent des enfants en meilleure santé que les mères non éduquées, réduisant ainsi le poids du système de santé et garantissant de futurs citoyens productifs.

Les bénéfices indirects de l'enseignement supérieur sont identifiés comme étant entre autres la production d'enseignants mieux formés qui contribuent alors à un système d'enseignement plus solide, de professionnels de la santé qui contribuent à une meilleure santé et, donc ; à une productivité plus élevée, et « ...favoriser la gouvernance et les compétences de leadership [enseignement supérieur] peut doter les pays de personnes talentueuses nécessaires à la création d'un environnement politique favorable à la croissance [et] à la mise en place d'institutions juridiques et politiques solides et équitables qui feront partie du tissu du pays »⁸. Il a par ailleurs été avancé que⁹ :

L'objectif social [que] sert l'enseignement supérieur, son rôle de développement de la nation, sa nature de bien public et de droit humain — tous ces aspects sont étroitement liés et doivent être considérés comme étant des principes fondamentaux et intransigeables dans la formulation de toute politique publique relative à l'enseignement supérieur.

L'argument en faveur de l'enseignement supérieur comme faisant partie d'une stratégie de développement national est donc solide, et la perception de l'enseignement universitaire comme étant un privilège coûteux réservé à une élite et ne contribuant pas directement à la transformation socioéconomique est de plus en plus remise en question. Mais qu'en est-il de l'enseignement — et en particulier de l'enseignement supérieur — ciblant la gouvernance ?

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET BONNE GOUVERNANCE

Personne n'ignore que l'incapacité de l'Afrique à tenir ses promesses d'indépendance — en particulier celles se rapportant au développement national et à l'éradication de la pauvreté, des maladies et d'autres formes de privation dont souffre son peuple — provient, entre autres, d'une incapacité à assurer une bonne gouvernance. Bien que des

forces externes aient fréquemment été accusées (souvent à raison) d'être responsables du sous-développement — esclavage, colonialisme, apartheid, néo-colonialisme, Guerre froide, mondialisation, etc. — au cours de la dernière décennie, les insuffisances internes en matière de leadership et de gouvernance sont également considérées comme des facteurs importants. La gestion de la gouvernance par les pays africains et leurs sociétés devient donc une priorité si l'on veut réaliser le progrès. Pourtant, les analyses portant sur l'enseignement supérieur et les recommandations politiques à ce sujet ignorent généralement la gouvernance.

Une première tendance consiste à ne traiter essentiellement que des prétendus éléments tangibles de l'enseignement supérieur technique, à savoir le transfert de compétences et de connaissances techniques qui permettent aux diplômés d'être productifs — compétences qui aideront l'Afrique à « rattraper » les sociétés développées et à créer des emplois. Cette approche a incité de nombreux gouvernements à accorder, au sein de l'enseignement, la priorité à la production de connaissances scientifiques/techniques et à la formation de scientifiques.

Une seconde tendance consiste à intégrer les éléments cités ci-dessus et à y ajouter les effets secondaires, indirects (ou « en chaîne ») de l'enseignement supérieur, tels que l'amélioration de la gouvernance et le traitement des problèmes environnementaux. L'étude actuelle concerne principalement ce dernier élément.

La nécessité d'améliorer la gouvernance (et en particulier la promotion de la bonne gouvernance¹⁰) a été reconnue par diverses parties prenantes, dont des gouvernements africains, la société civile, des organisations internationales, des universitaires et des citoyens. La bonne gouvernance est devenue un sujet central du développement, et de nombreuses initiatives ont été développées pour la mesurer, l'évaluer et la promouvoir¹¹. Cependant, les deux approches visant à comprendre l'enseignement supérieur et à le situer dans la quête d'un développement national continuent à ne pas mettre en avant la gouvernance et à ne pas lui accorder la priorité.

Cette étude vise à reconceptualiser et repositionner l'enseignement de la gouvernance au niveau de l'enseignement supérieur dans les débats actuels sur la relation qui existe entre l'enseignement supérieur et le développement. Cette réorientation se fonde sur les principes suivants :

- D'abord, un malentendu fondamental sur la place et le rôle de l'enseignement supérieur dans la promotion du développement national semble avoir caractérisé jusqu'à récemment la formulation des politiques dans de nombreux pays, bien que cela change lentement. L'enseignement supérieur était auparavant considéré comme étant coûteux et inefficace, et bénéficiant principalement aux riches et aux privilégiés. Sur un continent aux ressources limitées, l'enseignement supérieur était mal placé dans la compétition pour l'allocation des ressources et la priorité politique, les deux ensembles constitués par les gouvernements et les bailleurs mettant tous deux en avant l'enseignement élémentaire et professionnel. Cela a entraîné une négligence générale des universités et autres institutions de l'enseignement supérieur et a attiré l'attention sur le développement de l'enseignement primaire.
- Ensuite, étant donnée la mondialisation croissante, la marchandisation des connaissances¹² et la progression des Technologies de l'information et de la communication (TIC) en tant que moteur principal de l'économie mondiale, il est de

plus en plus reconnu que l'enseignement supérieur a un rôle significatif à jouer dans le développement. De plus, après des décennies de négligence, ou au mieux de non-priorité, le secteur de l'enseignement supérieur connaît actuellement une résurgence dans de nombreux pays en voie de développement. Les réformes institutionnelles nationales en Afrique du Sud (depuis 1994), l'expansion de secteur de l'enseignement supérieur en Ethiopie, au Ghana, en Tanzanie et au Botswana dans les années 2000 et l'émergence récente d'universités transnationales (au Botswana, en Afrique du Sud, en Tanzanie, au Zimbabwe et au Lesotho) en sont la preuve. Bien sûr, l'élan de ces réformes a été insufflé par divers facteurs, comme la nécessité de garantir une efficacité, une pertinence et une pérennité, et par les défis que posent les récents développements en matière de création, de transmission et d'utilisation des connaissances. De nombreux pays africains ont suivi l'invocation à raviver et à réformer l'enseignement supérieur, suite à la reconnaissance de sa contribution nécessaire au succès des efforts nationaux visant à stimuler la productivité, la compétitivité et la croissance économique. De ce point de vue, l'enseignement supérieur cesse de concurrencer l'enseignement primaire et secondaire dans l'obtention d'une attention politique. Au lieu de cela, il devient une composante essentielle des efforts en matière d'enseignement à tous les niveaux et des initiatives nationales visant à stimuler les innovations et la performance dans les secteurs économiques.

- Enfin, tous les débats actuels sur les réformes posent comme postulat (souvent sans le formuler) l'existence d'une relation fondamentale entre la bonne gouvernance d'un côté et la croissance économique et le développement de l'autre. En effet, ces débats posent comme postulat l'existence d'une relation entre la gouvernance en général et le développement, expliquant souvent l'échec du développement en termes d'échecs de la gouvernance, mais ils défendent rarement l'idée que la bonne gouvernance doit être fondamentale au développement économique.

Ces développements sont centraux à une réappréciation et à une reconceptualisation fondamentales de la place et du rôle de l'enseignement supérieur en général, et de l'enseignement de la gouvernance en particulier, dans le développement national. Ils soulignent l'argument longtemps négligé selon lequel la bonne gouvernance, qui est en corrélation avec la croissance économique et le développement social, ne peut émerger sans les compétences, la réflexion et la culture appropriées requises pour bien gouverner. En bref, une croissance économique et un développement seront impossibles (même avec les meilleurs technocrates, techniciens et scientifiques) si nous ne créons pas un environnement favorable à la gouvernance, et cela ne sera possible que si les gouvernants possèdent les compétences et connaissances appropriées pour gouverner. L'enseignement supérieur a un rôle significatif à jouer dans le développement de gouverneurs systématiquement compétents (décideurs politiques, bureaucrates, managers et politiciens).

La contribution de l'enseignement supérieur à la bonne gouvernance est conceptualisée de la manière suivante, de manière similaire à celle considérée en relation avec la croissance économique :

- D'abord, l'enseignement supérieur contribue à la croissance économique par le biais de la production de connaissances. Cela se déroule principalement dans les grandes

universités par le biais des activités de recherche et des activités créatives des membres de la faculté et de leurs étudiants de troisième cycle. C'est ainsi que les connaissances et la compréhension des principes, systèmes et processus de gouvernance sont produites.

- Ensuite, les établissements d'enseignement supérieur et les universités contribuent à la croissance nationale par le biais de la diffusion de connaissances, qui sont le résultat des activités d'intérêt général de leurs facultés, de leur personnel et de leurs étudiants (incluant le consulting et les conseils politiques). Ces activités contribuent directement au façonnement des politiques de gouvernance.
- Enfin, les institutions d'enseignement supérieur contribuent à la transmission des connaissances par le biais de leurs activités d'enseignement et de publication extensives et variées. La prochaine vague de professionnels de la gouvernance est ainsi favorisée.

En bref, l'enseignement supérieur est central au développement économique et politique ; et il est essentiel à la compétitivité dans une société des connaissances en mondialisation croissante. Dans le cas de l'Afrique, l'enseignement supérieur joue des rôles cruciaux de développement des capacités et de formation professionnelle en appui aux OMD¹³ (Objectifs du Millénaire pour le Développement de l'ONU).

Cependant, des insuffisances significatives ont été observées dans les mesures visant une meilleure gouvernance en Afrique et dans la capacité à comprendre les dynamiques de la gouvernance, à mesurer, évaluer, suivre et analyser la gouvernance, à développer des plans et stratégies visant une amélioration de la gouvernance, et à mettre en œuvre les plans pour la promotion de la bonne gouvernance. Le développement des capacités en matière de gouvernance est donc nécessaire et en particulier l'intégration d'une compréhension et d'une appréciation de la centralité de la gouvernance dans les systèmes et stratégies de développement des capacités nationales, institutionnelles et humaines. Cela peut inclure, entre autres, l'introduction de l'instruction civique comme matière dans les programmes scolaires et universitaires nationaux. En bref, l'enseignement de la gouvernance était jusqu'à présent absent des initiatives visant à enraciner et à promouvoir la bonne gouvernance entreprises.

Les principaux facteurs qui ont contribué à cette négligence de l'enseignement de la gouvernance en Afrique sont les suivants :

- L'enseignement de l'instruction civique, une composante cruciale de l'enseignement de la gouvernance, a été presque exclusivement axée sur deux domaines, à savoir le développement de la nation ou la création d'une identité nationale à partir d'identités disparates, localisées (tribales) afin de se conformer aux impératifs de l'Etat-nation postcolonial et, plus récemment, l'éducation des électeurs. Cela s'est fait largement au détriment de l'inculcation des bonnes valeurs de gestion et de comptabilité et de la compréhension de la relation qui existe entre la gouvernance et le développement chez les citoyens.
- L'enseignement de la gouvernance est rarement considéré comme un sujet de développement et n'est pas prioritaire en termes d'allocation des ressources dans les pays africains¹⁴.
- Le domaine (en particulier la discipline universitaire des sciences politiques) a souvent été considéré en Afrique comme étant hostile au gouvernement ou constituant une

menace pour le gouvernement. Après l'indépendance, de nombreux Etats ont considéré avec suspicion les départements universitaires qui enseignaient les sciences politiques — et nombreux sont ceux qui continuent à penser ainsi. L'attitude, héritée des réactions coloniales face à l'agitation pro-indépendance, consistait à penser que ces départements enseigneraient et couvriraient l'opposition et feraient entre autres échouer l'agenda de développement de la nation, qui visait à mouler ces nouveaux états en des nations cohérentes (monolithiques)¹⁵.

- Dans la majorité des universités africaines, l'enseignement de la gouvernance a été réparti entre plusieurs disciplines, et aucun effort concerté n'a été entrepris pour instiller chez les diplômés la nécessité de comprendre comment chacune de ces disciplines contribuait à la gouvernance en tant qu'effort humain et national. Il est vrai que le thème de la gouvernance est un sujet transversal à des disciplines telles que les sciences politiques, les études de développement, les sciences économiques, le droit, l'administration et la gestion publiques (dont la gestion d'entreprise), rendant une étude et un enseignement holistiques et intégrés plus difficiles.
- Les universités africaines, elles-mêmes, n'ont pas constitué de bons exemples de bonne gouvernance : elles se sont souvent caractérisées par les mêmes maux en matière de gestion que ceux qui ont rongé l'administration nationale et d'autres secteurs de la société. Ces maux incluaient l'incapacité à contribuer directement à l'élaboration des politiques et au développement d'une vision nationale, à produire des résultats « utilisables » (que ce soit sous forme de recherche, de génération de connaissances ou de diplômés) et la corruption, les systèmes de népotisme et les luttes de pouvoir.
- Lorsqu'elles ont contribué à la gouvernance nationale, les universités africaines ont souvent limité leur rôle à la formation de fonctionnaires qui ne comprenaient que très peu leur rôle en tant que moteurs du changement et instruments du bien public, laissant à la fois la projection et la défense de ces idéaux aux responsables politiques.

RAISON DE L'ETUDE

Si nous comprenons que le rôle des universités dans la société consiste à générer, communiquer et transférer les connaissances, la culture et les compétences nécessaires pour contribuer au développement national (y compris l'avancement personnel et la production d'une citoyenneté positive et active), alors la vue d'ensemble présentée ci-dessus doit sonner comme une note d'inquiétude pour ces institutions.

L'étude vise par conséquent à collecter et à analyser les perspectives et perceptions des universités africaines travaillant dans des disciplines liées à la gouvernance (principalement les sciences politiques, l'administration publique, le droit, la sociologie, les sciences économiques et les études de développement) sur les conditions au sein de leurs institutions et pays, en s'efforçant de :

- déterminer si et dans quelle mesure l'université africaine a réussi ou a échoué à remplir son mandat de production du « produit » (c'est-à-dire les productions de la recherche, les contributions à la politique et les diplômés) qui s'ajoute à ce mandat, se rapportant en particulier à la quête d'une bonne gouvernance. En bref, l'université africaine a-t-elle réussi à remplir son rôle de « citoyen » responsable et productif, en produisant une

recherche qui traite directement des problèmes nationaux, et des diplômés capables d'occuper des postes dans divers secteurs de l'Etat et organisations non étatiques ?

- Comment les universités et universitaires africains peuvent joindre leurs efforts pour améliorer cette prestation.

Ces deux questions mettent en avant la centralité de l'enseignement de la gouvernance dans le processus de développement africain et la nécessité de l'enseignement de la gouvernance pour promouvoir une bonne gouvernance.

En tant qu'exercice visant à déterminer la portée, l'étude vise à établir les conditions générales dans lesquelles les universitaires travaillant sur la gouvernance opèrent. Cela fournit un contexte général et pose les fondations d'une investigation supplémentaire pour développer l'influence du travail de ces universitaires et institutions afin de soutenir, en particulier, mais non exclusivement, le renforcement des objectifs de gouvernance du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP). Les sept domaines suivants sont spécifiquement couverts par l'étude :

- Les conditions de travail générales dans chaque institution, incluant la charge de travail d'enseignement, le temps consacré à la préparation, au développement des cours, à l'enseignement et à la recherche personnelle et l'establishment des départements (c'est-à-dire le nombre d'employés et leurs qualifications).
- L'accent mis sur la gouvernance dans les cours proposés (défini dans les grandes lignes comme comprenant les connaissances en instruction civique, la culture civique et des compétences spécifiques).
- La couverture de sujets spécifiques liés à la gouvernance dans les cours des départements.
- Les processus d'élaboration des programmes (cours et programmes) et leur révision (incluant les changements récents).
- Les perspectives sur l'accès au matériel pédagogique et de recherche des universitaires et étudiants.
- Les relations avec les principales parties prenantes, en particulier le gouvernement, quant à l'utilisation qu'elles font de la production de la recherche des universitaires (recherche et planification politiques).
- Les besoins des départements, les suggestions en faveur du développement des capacités et le soutien à la mise en réseau avec d'autres institutions sur le continent.

Méthodologie

L'étude utilise quatre principaux modes de collecte des données, à savoir la recherche de bureau, des entretiens avec des universitaires sélectionnés, une étude en ligne et des idées glanées au cours de l'atelier en mai 2009 réunissant des universitaires africains de huit pays¹⁶.

La première phase, la recherche de bureau, s'est concentrée sur l'identification des trois principales questions :

- Les tendances actuelles de l'enseignement supérieur en Afrique, incluant la compréhension du lieu et de la fonction de l'enseignement supérieur au cours des deux

dernières décennies et les défis auxquels font face les universités africaines en termes de soutien politique, de ressources et de dynamiques institutionnelles ;

- La contribution du monde universitaire aux récents débats politiques, à la recherche sur la gouvernance et à la réforme de la gouvernance ;
- La portée, la couverture et le contenu des sujets liés à la gouvernance dans les universités africaines.

Etant donné que le Programme Gouvernance et MAEP de l'Institut sud-africain des affaires internationales (SAIIA) a été conçu pour soutenir les acteurs au sein du mécanisme, le centre d'attention de l'étude visait à comprendre les dynamiques de l'enseignement supérieur (et de l'enseignement de la gouvernance) dans les pays impliqués dans le programme en vue de contribuer au renforcement du MAEP. Les sept domaines mentionnés ci-dessus ont alors été utilisés pour développer un questionnaire de 20 questions, auto-administré et en ligne qui a été envoyé à 157 universitaires dans 14 pays anglophones, dont 10 sont à des stades différents du processus du MAEP.

Des entretiens téléphoniques ont été organisés avec 40 universitaires de 14 pays. Ils abordaient les mêmes questions que l'étude, mais incluaient également les profils institutionnels et des discussions plus approfondies sur les questions. De plus, des entretiens personnels, lorsque cela était possible, ont été réalisés. Au total, 12 universitaires ont été interrogés, à la fois par téléphone et en personne, dans six pays (le Botswana, l'Éthiopie, le Kenya, le Lesotho, l'Afrique du Sud et la Zambie). Les premières conclusions de la recherche ont été présentées au cours de l'atelier susmentionné¹⁷, au cours duquel 20 universitaires — nombre d'entre eux ayant participé à l'étude en ligne et certains aux entretiens extensifs — étaient présents. Cela a servi, entre autres, à discuter des résultats de l'étude et à les valider.

Bien que le champ de l'étude (et, en fait, l'étude en général) ait été limité, le type de réponses et la teneur des détails obtenus tendent à concorder avec les conclusions mondiales et continentales des études réalisées entre autres par la Banque mondiale et l'Association des Universités africaines. Du fait de la nature de la recherche, elle ne peut proposer que des conclusions provisoires à ce stade ; une investigation plus détaillée pourrait se révéler nécessaire pour établir les conclusions sûres.

PRESENTATION DES CONCLUSIONS

Introduction

La présentation des conclusions de la recherche qui suit résume les tendances principales en matière d'enseignement de la gouvernance dans les universités africaines, résultats des études des cours, du matériel des cours et des éducateurs universitaires, ainsi que des entretiens. Les réponses à l'étude en ligne fournissent la majorité des résultats quantitatifs détaillés qui sont présentés, tandis que les entretiens avec les universitaires et les commentaires et présentations de l'atelier de mai 2009 fournissent le matériel qualitatif discuté.

En général, la recherche indique que les universités africaines ont connu un déclin constant au cours des trois ou quatre dernières décennies. Confrontées aux défis que

posent des demandes croissantes de leurs services (en particulier les augmentations considérables du nombre d'inscriptions d'étudiants) face à des infrastructures, du personnel et autres ressources en baisse ou stagnantes, les universités du continent se sont efforcées de se réinventer pour répondre aux besoins du XXI^e siècle. Sawyer¹⁸ discute notamment de ces défis, identifiés en termes généraux comme incluant : la qualité et la pertinence (c'est-à-dire les normes d'enseignement dans les institutions d'enseignement supérieur et la pertinence de leurs produits face aux besoins à la fois du développement national et du contexte international) ; la capacité et la demande (une demande croissante pour l'enseignement supérieur face à des ressources humaines, infrastructurelles et financières limitées) ; la gestion institutionnelle (des systèmes de gouvernance internes rigides, lourds et souvent opaques qui entravent le changement et une réponse rapide face au changement) ; et la diversification du système, incluant l'émergence de la compétition sous forme d'universités privées et de nouveaux modes de livraison de l'enseignement supérieur, tels que l'apprentissage électronique et à distance.

Cela s'est produit au cours de la dernière décennie avec le regain d'intérêt pour l'enseignement supérieur et sa place dans le développement national des gouvernements et des agences internationales de développement travaillant en Afrique (et dans d'autres régions du monde en voie de développement). D'où la multiplication des études sur l'état de l'enseignement supérieur sur le continent, dirigées par des organisations telles que la Banque mondiale et l'Association des Universités africaines¹⁹.

Des mesures en matière de réforme et/ou de transformation ont aussi été initiées au niveau institutionnel dans de nombreuses universités, couvrant des questions de programme et de politique structurelle et opérationnelle. Cependant, l'élan est venu de différents milieux, nécessitant diverses réponses et stratégies²⁰. La majorité des universités a cherché à traiter les défis de la pertinence, des ressources et de la survie face à une concurrence accrue afin d'attirer l'attention à la fois du « marché » (c'est-à-dire la demande pour l'enseignement supérieur car les effets des inscriptions croissantes en primaire et en secondaire se font sentir) et de l'Etat (en termes de priorité en matière de politique et de ressources — par exemple, par rapport à l'enseignement primaire universel), et à traiter la stagnation et le manque de pertinence, considérées comme représentant une menace. Les institutions qui ont entamé une réforme à grande échelle incluent l'Université d'Addis-Abeba (UAA), l'Université du Botswana (UB), l'Université nationale du Lesotho (NUL), l'Université de Dar-es-Salaam (Udar) et les universités publiques d'Afrique du Sud et du Ghana.

L'importance de ces développements est qu'ils ont coïncidé avec les nouveaux développements sur le front de la gouvernance, à la fois au niveau national dans de nombreux pays africains et au niveau continental. Le vent de démocratisation qui a soufflé sur le continent au cours des deux dernières décennies, joint à l'émergence d'initiatives continentales telles que le Nepad et le MAEP et à la réforme et transformation préalables de l'Organisation de l'Unité africaine en Union Africaine (UA) ont tous incité à considérer de nouveau la gouvernance comme un thème majeur.

Les universités africaines ont pris ce défi à bras le corps, à la fois en termes de débats (recherche et enseignement) et de pratique (transformation et réformes institutionnelles). Par conséquent, la réémergence de la gouvernance dans l'enseignement supérieur peut être comprise selon ces deux dimensions. L'étude était cependant davantage concernée par le premier élément.

Taux de réponse à l'étude en ligne

Un instrument d'étude initial a été développé pour couvrir les principales questions de l'enquête, et a été envoyé à plus de 150 universitaires dans les universités africaines sur la base de données disponible de SAIIA (environ 10 universitaires par pays dans 15 pays). Parmi eux, 43 universitaires de sept pays ont répondu à l'étude. Les personnes interrogées travaillaient à l'UAA, l'Udar, au Lesotho Institute of Public Administration and Management (LIPAM), à la NUL, l'Université du Liberia, l'Université du Free State (UFS), l'Université du Malawi (UNIMA), l'Université de Nairobi et l'Université du Witwatersrand (WITS). Il s'agissait d'universitaires de haut rang (chargés d'enseignement et professeurs), de jeunes universitaires (chargés de cours et assistants) et autres employés de l'université (administrateurs universitaires et autres personnel administratif). La distribution des personnes interrogées par pays, par institution et par poste universitaire est présentée dans les Figures 1, 2 et 3.

Figure 1 : Distribution des personnes interrogées par pays lors de l'étude en ligne

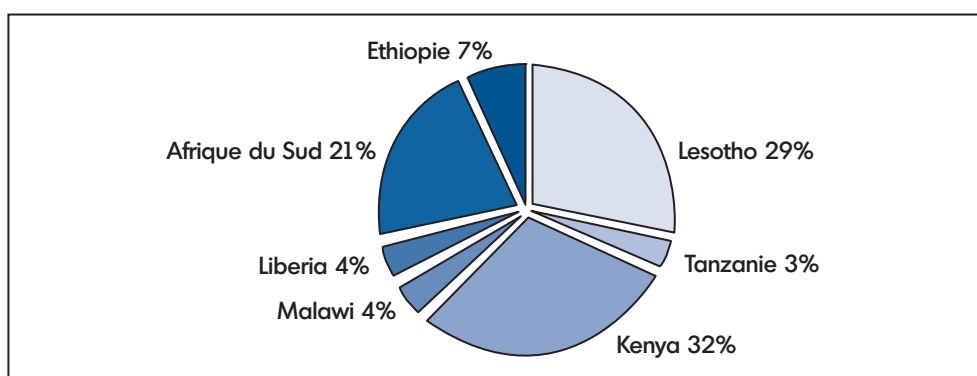


Figure 2 : Distribution des personnes interrogées par institution lors de l'étude en ligne

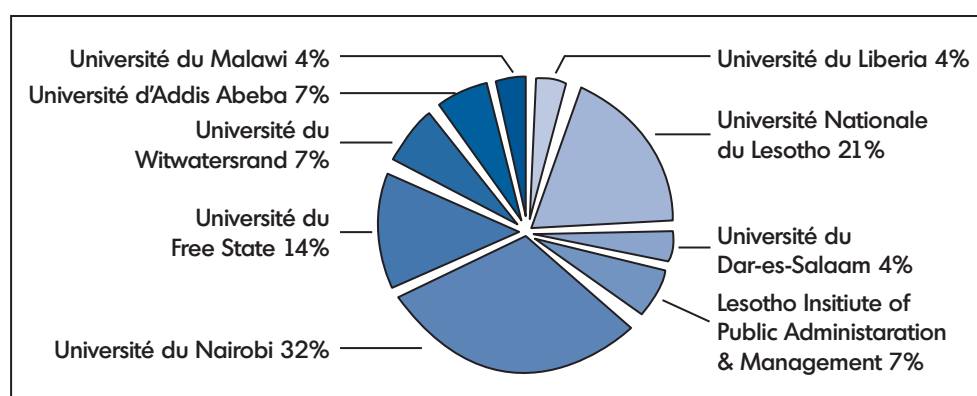
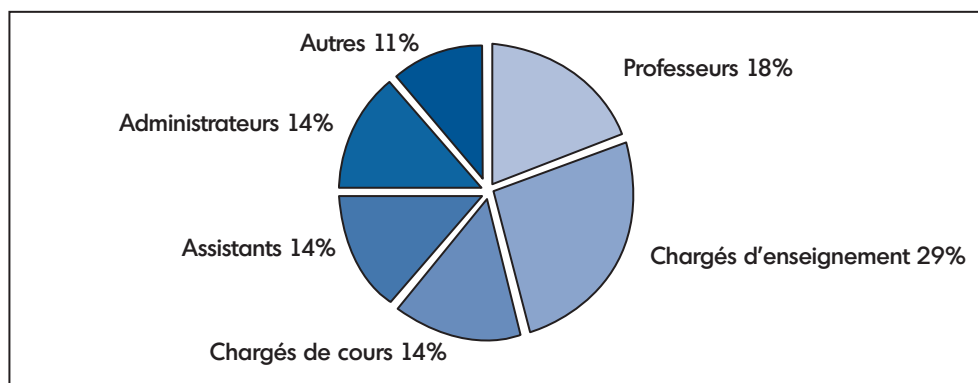


Figure 3 : Distribution des personnes interrogées par poste lors de l'étude en ligne

Conditions de travail

L'une des principales questions étudiées dans l'étude en ligne et les discussions avec les éducateurs se rapportait aux conditions générales de travail dans chaque institution. Ces conditions incluent la charge de travail d'enseignement ; l'allocation du temps consacré à la préparation, au développement du cours, à l'enseignement et à la recherche personnelle ; et les conditions dans les départements (c'est-à-dire le nombre d'employés et leurs qualifications). L'investigation sur ces questions visait à établir l'environnement général de l'enseignement supérieur dans des institutions et des pays particuliers. Les conclusions révèlent les tendances suivantes :

- La massification ou l'augmentation du nombre d'étudiants inscrits semble être une tendance constante et croissante dans la majorité des universités, exerçant une pression sur les ressources physiques, financières et personnelles. Dans des institutions telles que l'Université de Zambie, la NUL, et l'UAA, les personnes interrogées aux cours des entretiens ont estimé que la taille des classes avait augmenté de plus de 50 % depuis 2006/2007, principalement suite aux tentatives faites par la direction de l'université de devenir plus pertinente en augmentant le nombre d'inscription d'étudiants dans le cadre des nouveaux plans stratégiques.
- Les défis en matière de capacité sont mis en avant comme faisant partie des contraintes les plus importantes auxquelles est confronté l'enseignement universitaire en général. Ils consistent en deux tendances : la faiblesse des facultés actuelles en termes de qualifications et d'expérience d'un côté, et une forte rotation du personnel (« fuite des cerveaux ») de l'autre. Ces phénomènes sont causés entre autres par les lourdes charges d'enseignement des universitaires, combinées à une formation et à un financement de la recherche en diminution et à l'attraction qu'exercent des perspectives plus appétissantes sur les marchés extérieurs, au niveau national (dans le secteur privé ou le gouvernement), au niveau continental dans d'autres pays africains et au niveau international. Les plans de successions semblent être absents de nombreuses universités, et ce que l'on appelle « l'inceste universitaire »²¹ domine.
- De mauvais systèmes de gestion et une portée limitée pour la réforme. Ici, la tendance générale semble être celle de systèmes d'administration et de gestion de l'université

obsolètes et rigides, y compris les processus bureaucratiques impliqués dans la réforme des programmes, l'accès aux ressources (pour la recherche), la promotion professionnelle et le contrôle de la qualité. La majorité des universités semble être gérée par des bureaucraties très centralisées qui n'encouragent ou n'autorisent pas l'initiative et tendent à sous-évaluer la recherche et les publications au profit de l'enseignement. Depuis 2003, au moins trois des universités étudiées (Lesotho, Botswana et Addis-Abeba) ont tenté une réforme institutionnelle à grande échelle, avec des résultats variés.

- Défis en matière de ressources. La condition de travail la plus marquante dans les universités africaines semble être la non disponibilité de matériel pédagogique, en particulier le manque d'accès au matériel publié récent. Les bibliothèques des universités de Zambie et d'Addis-Abeba semblent être les plus en retard à cet égard, tandis que les universités du Botswana et d'Afrique du Sud disposent du matériel le plus récent. Cela reflète peut-être les économies des pays africains. En termes de matériel et autres ressources pédagogiques actuelles, l'accès à Internet et aux autres médias et matériels électroniques semble constituer l'un des défis les plus urgents que doivent relever les universités africaines. Tandis que le monde avance dans l'ère des technologies de l'information et de la communication électroniques, les universités africaines semblent être encore plus en retard, avec un matériel informatique obsolète, un accès à Internet lent et coûteux et des logiciels dépassés.
- Les relations avec le gouvernement. La majorité des universités étudiées sont soit les seules, soit les principales institutions d'enseignement supérieur dans le pays. En conséquence, elles occupent une position particulièrement « politisée » en termes de priorités nationales et de relations avec le gouvernement. Le modèle général consiste en ce que, d'un côté, les gouvernements ont interféré avec la gestion et la vision des universités (au nom de l'intérêt national), mais ont, d'un autre côté, échoué à soutenir les institutions (sous la forme de ressources et de financement constants).

En termes de politiques, à la fois au sens général du terme et au sens de parti politique, un nombre significatif de participants à l'étude ont cité les relations difficiles avec les gouvernements et les partis politiques. D'abord, un certain nombre de départements de sciences politiques n'ont émergé en tant que centres d'analyse sérieux des développements nationaux qu'au cours des 10 dernières années, et semblent être assez critiques envers le gouvernement. Cela ne les a pas aidés à se faire apprécier de l'establishment et ils sont souvent considérés comme des creusets de l'opposition au gouvernement, comme au Malawi et au Lesotho. Plus important, à la NUL, une ancienne loi interdit toujours une activité de parti politique active sur les campus universitaires, et l'on décourage les universitaires et étudiants d'exprimer leurs allégeances politiques.

Une autre préoccupation concerne la gestion des universités, à savoir leur gouvernance interne. Dans de nombreux cas, des inefficacités administratives ont été soulignées comme faisant partie de la faiblesse que les programmes de réformes visent à traiter (à Addis-Abeba, au Lesotho et à Nairobi par exemple). Les préoccupations dans ce domaine incluent les processus de nominations des leaders institutionnels (recteurs d'université), qui sont jugés politisés et dominés par le gouvernement, des dépassements de crédit budgétaires constants et des processus de prise de décision mauvais ou opaques. A cela s'ajoutent des débats concernant la possibilité ou non pour les universitaires de s'organiser en syndicat.

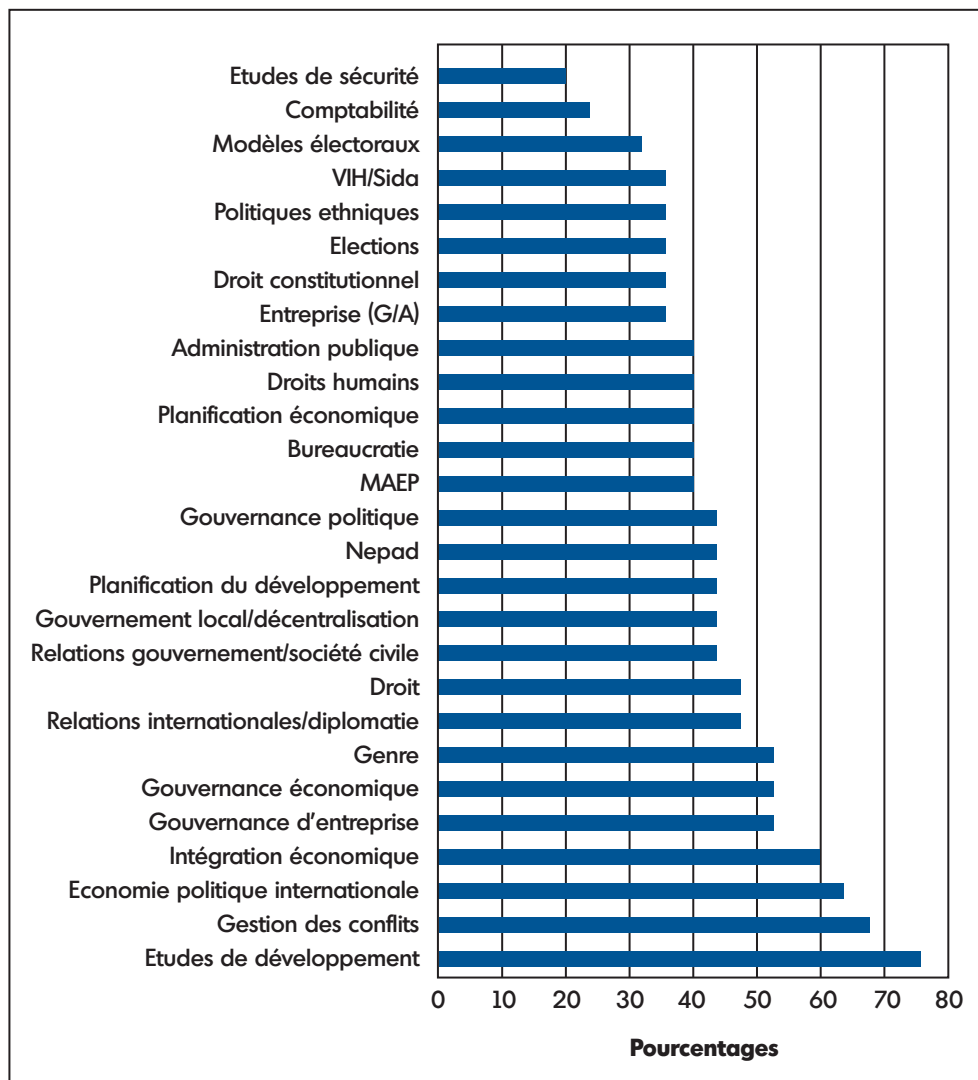
Les conclusions de l'étude indiquent que la majorité des universités sont incapables de répartir correctement leurs engagements en matière de temps entre les diverses missions qu'elles ont à accomplir. Cela est essentiellement le résultat d'une surcharge de l'enseignement, de la notation et de la préparation, laissant peu de temps à la recherche et aux publications dans des départements qui manquent souvent de personnel et de ressources. Par conséquent, l'innovation et le développement de nouvelles idées (y compris le contenu des cours) sont souvent difficiles, et les universitaires revoient rarement leur matériel de cours. A cet égard, les participants à l'atelier de SAIIA en mai 2009 ont fait part de certaines anecdotes intéressantes, dont l'utilisation de notes de lecture datant de plus de 10 ans. Ce qui a des implications sérieuses à la fois sur la qualité et sur l'actualité du matériel enseigné. D'un autre côté, certains ont rapporté avoir mis fin à l'enseignement de la théorie, peu d'études de cas ou d'exemples d'actualité étant présentés, afin de s'assurer que les bases étaient couvertes dans les grandes classes. De la même façon, certains cours facultatifs couvrant des questions contemporaines et encourageant la recherche des étudiants (tels que les études de recherche, les « sujets sélectionnés » ou « les questions émergentes ») sont parfois un menu de programme standard de cours basiques dans de nombreuses disciplines.

Contenu de gouvernance et mise en avant des disciplines universitaires

Une question centrale de l'étude portait sur le contenu des cours. L'étude a listé divers sujets relatifs à la gouvernance, en demandant aux personnes interrogées d'indiquer la présence de ces sujets dans le contenu de leur cours. L'idée consistait à identifier les lacunes éventuelles et à indiquer les domaines d'amélioration possibles des cours et des programmes. La Figure 4 de la page 18 présente les réponses de l'étude à cette question : elle fournit les pourcentages des institutions interrogées qui proposent les sujets présentés.

Des 27 sujets listés comme étant étroitement liés à la gouvernance dans l'étude, les trois les plus fréquemment enseignés étaient les études de développement, la gestion des conflits et l'économie politique internationale, avec des fréquences de réponse de 76 %, 68 % et 64 % respectivement. Une partie de l'explication pourrait tenir dans le fait que la majorité des universités dispose d'un département des études de développement, le sujet est donc bien connu et fait partie du programme établi. La même explication vaut pour l'économie politique internationale, qui est un sujet central des cours de sciences politiques, de relations internationales et d'études de développement. Un fait intéressant porte sur l'importance attribuée à la gestion des conflits, qui est un ajout relativement récent aux sciences politiques et aux études de développement. Etant donnée l'émergence de conflits régionaux sur le continent au cours de la dernière décennie et l'attention internationale qu'ont suscité les événements en Sierra Leone, au Liberia, en République démocratique du Congo, au Soudan et dans la Corne de l'Afrique, il n'est pas étonnant que le sujet soit d'actualité dans le monde de l'enseignement supérieur.

A l'autre extrémité de l'échelle, les sujets les moins fréquemment enseignés sont les études de sécurité, la comptabilité et les modèles électoraux (à 20 %, 24 % et 32 % respectivement). Concernant la comptabilité, l'explication la plus plausible est que le nombre d'universitaires travaillant dans la gestion des entreprises (administration et gestion d'entreprise) est relativement faible dans l'échantillon. Par conséquent, ce chiffre

Figure 4 : Etude en ligne – présence de sujets dans le contenu du cours

peut ne pas représenter l'état réel de la situation dans de nombreuses universités. En effet, dans toutes les universités représentées dans l'étude, la comptabilité était enseignée comme un des cours centraux, y compris dans les départements de droit. Les études de sécurité, ou les sujets connexes, semblent être considérés comme étant une discipline spécialisée que l'enseignement supérieur doit encore approfondir, en dépit de la reconnaissance générale de l'insécurité humaine sur le continent. L'un des facteurs influençant cette situation pourrait être que des éléments de ce sujet sont traités dans la gestion/résolution des conflits. Néanmoins, il s'agit d'une lacune significative que les universités doivent traiter dans le cadre de leurs efforts pour rendre leurs cours de gouvernance plus pertinents.

Etant donné l'importance des événements dans le domaine de la politique africaine au cours des deux dernières décennies, il est surprenant que les élections et les modèles électoraux soient si peu enseignés (37 % rapportés). La compréhension et l'analyse de ces questions figurent parmi les principales préoccupations des hommes d'Etat et des

gouvernements, et pourtant, les institutions d'enseignement supérieur du continent ne les enseignent pas. Il est peut-être nécessaire d'explorer davantage les raisons expliquant ce phénomène, mais une des explications possibles pourrait être la controverse qui entoure les élections dans de nombreux pays. Par conséquent, le sujet doit être intégré à l'enseignement universitaire en Afrique.

La présentation ci-dessus ne fait que souligner les extrémités des conclusions de la recherche, à savoir les sujets les plus et les moins fréquemment enseignés. Il en ressort qu'en général, bien que certains des sujets considérés comme étant importants, pertinents et actuels pour comprendre les dynamiques de la gouvernance sur le continent puissent ne pas être suffisamment traités, ils sont cependant enseignés. Par conséquent, l'agenda d'un travail supplémentaire consisterait à étudier comment améliorer la situation, en vue de renforcer les institutions où existent des faiblesses, et soutenir et renforcer les initiatives en cours.

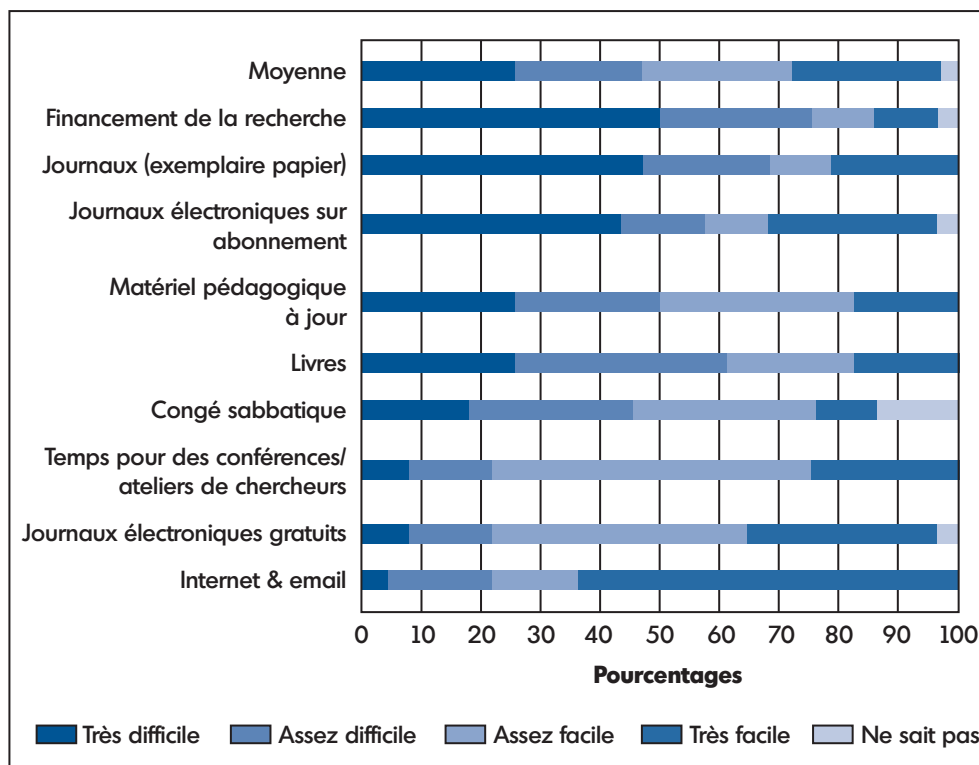
Accès aux ressources

L'une des éternelles plaintes des universitaires africains concerne l'accès au matériel pédagogique. Les budgets d'acquisition des ouvrages étant en baisse, la majorité des bibliothèques universitaires contiennent davantage de documents d'archives que contemporains²². D'autres domaines de l'université subissent le même sort, ainsi, tandis que les infrastructures et installations tombent en ruine, le nombre d'étudiants et les demandes d'enseignement supérieur sont en hausse.

Un autre défi dans ce domaine concerne le rythme rapide de l'évolution des TIC. Bien que les TIC fournissent des opportunités possibles pour l'Afrique de rattraper le reste du monde et de contourner certaines des contraintes en matière de ressources qui ont miné le continent (telles que la circulation des ouvrages papier), la faiblesse des installations de TIC dans de nombreuses universités est devenu un sujet de préoccupation. L'étude a donc visé à rassembler des informations auprès des personnes interrogées sur l'accès au matériel pédagogique et de recherche, à la fois des universitaires et des étudiants, ainsi que l'accès au matériel basé sur les TIC. Outre le matériel actuel, d'autres ressources ont été identifiées comme importantes pour l'enseignement à l'université. Il a été demandé aux sondés d'indiquer le niveau de difficulté ou de facilité qu'ils (et leurs étudiants) rencontraient pour accéder à ces ressources. Ces ressources incluaient les journaux, le financement de la recherche et des installations de TIC spécifiques. La Figure 5 de la page 20 présente les conclusions.

En moyenne, les personnes interrogées ont rapporté accéder relativement facilement aux ressources. Celles qui ont jugé l'accès « assez facile » et « très facile » représentaient 50 % des réponses (25 % pour chaque catégorie), alors que 47 % ont jugé l'accès difficile (22 % l'ont jugé « assez difficile » et 25 % « très difficile »). Seulement 3 % ne pouvaient se prononcer.

Les éléments évalués incluaient l'accès au financement de la recherche, les journaux en copie papier, les journaux électroniques à abonnement, le matériel pédagogique actuel, les ouvrages, les journaux électroniques gratuits et l'Internet/l'Email. D'autres installations couvertes se rapportaient à la capacité à faire de la recherche, et principalement l'accès au financement, au congé sabbatique et au temps libre pour participer à des conférences et ateliers de chercheurs.

Figure 5 : Accès aux ressources (chargés de cours)

L'accès au financement de la recherche semble être le plus problématique, 75 % des personnes interrogées le jugeant difficile (50 % « très difficile » et 25 % « assez difficile ») tandis que seulement 22 % l'ont jugé facile (11 % « assez facile » et « très facile » respectivement). Seulement 3 % n'ont pu se prononcer à ce sujet.

L'élément suivant en termes de difficulté d'accessibilité concernait les journaux et les livres en exemplaire papier. Les journaux ont été jugés difficiles à obtenir par 67 % des personnes interrogées (46 % et 21 % les jugeant « très difficile » et « assez difficile » à obtenir respectivement). Les 33 % restants ont rapporté qu'ils étaient faciles à obtenir (11 % « assez facile » et 21 % « très facile »). Les livres ont été jugés difficiles à obtenir par 61 % des personnes interrogées (25 % et 36 % les jugeant « très difficile » et « assez difficile » à obtenir respectivement).

En termes d'accès au matériel pédagogique actuel, les personnes interrogées étaient divisées en deux : 50 % ont jugé l'accès difficile (25 % « très difficile » et 25 % « assez difficile ») 50% l'ont jugé facile (32 % « assez facile » et 18 % « très facile »).

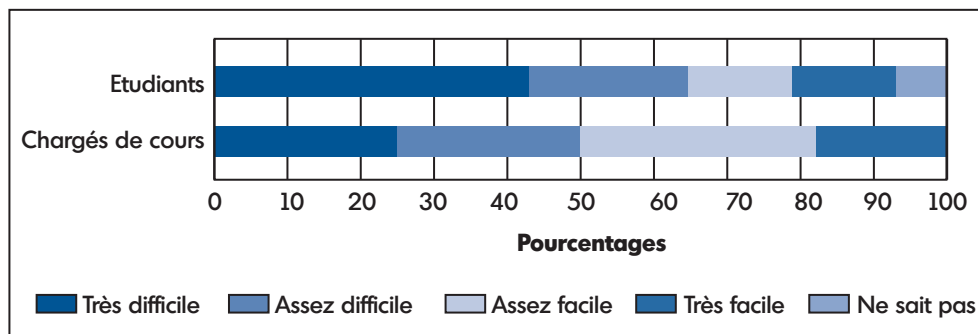
Les ressources et les installations dont l'accès a été jugé relativement facile étaient le congé sabbatique, le temps libre pour participer à des forums de chercheurs, les journaux électroniques gratuits et l'accès à Internet et à l'email. Le temps libre pour participer à des séminaires et ateliers de chercheurs était le plus facile à obtenir à 79 % (54 % « assez facile » et 25 % « très facile »). Le temps libre était suivi par l'accès à Internet et à l'email à 78 % (14 % ont jugé son accès « assez facile » et 64 % « très facile »). Les journaux électroniques gratuits ont été jugés par 75 % des personnes interrogées comme étant facilement accessibles (43 % « assez facile » et 32 % « très facile »). Cependant,

certaines universitaires du Malawi, par exemple, se sont plaints de la lenteur et du coût de l'utilisation d'Internet à l'UNIMA.

Ces conclusions confirment dans les grandes lignes l'idée que l'accès à certaines des aides et facilités pédagogiques actuelles est difficile pour les universitaires africaines. Cependant, elles soulignent aussi les possibilités d'amélioration. L'accès relativement facile au temps libre pour participer à des conférences et à l'Internet et l'accès l'email peut être utilisé à des fins de mise en réseau et d'établissement de contacts utiles avec des homologues sur le continent et au niveau mondial. La technologie du CD-ROM constitue également un moyen relativement économique et simple de rassembler des lectures en vue d'une large distribution, en particulier dans les environnements dans lesquels Internet s'avère lent et coûteux.

Il a également été demandé aux personnes interrogées de l'étude de s'exprimer sur l'accès aux ressources des étudiants. Ces ressources incluent les mêmes installations que celles identifiées pour les chargés de cours, à l'exception des catégories qui ne s'appliquent qu'aux universitaires (congé sabbatique, financement de la recherche et participation à des conférences). La Figure 6 présente une comparaison des réponses de l'étude couvrant la facilité d'accès à six ressources et installations des chargés de cours et des étudiants.

Figure 6 : Accès à un matériel à jour (comparaison des étudiants et des chargés de cours)



Note : « Matériel » désigne le matériel pédagogique pour les chargés de cours et le matériel de lecture pour les étudiants.

Dans l'ensemble, il semble que l'accès des étudiants à diverses ressources est plus difficile que celui des chargés de cours. Tandis que l'accès des chargés de cours est jugé à parts égales (50/50) difficile et facile, l'accès des étudiants est jugé plus difficile à 57 % (36 % « très difficile » et 21 % « assez difficile »). Presque 40 % ont jugé que l'accès des étudiants était facile (20 % « assez facile » et 19 % « très facile ») et 4 % ont déclaré « ne pas savoir ».

L'accès aux ressources semble par conséquent constituer une préoccupation sérieuse, affectant à la fois les universitaires et les étudiants — bien que les étudiants rencontrent davantage de problème à cet égard que leurs chargés de cours. Bien sûr, l'étude ciblait les chargés de cours, et il est possible que les réponses des étudiants donnent une image différente de la situation.

Besoins des départements et des institutions

Un autre domaine d'investigation de l'étude concernait les besoins des départements et des institutions des personnes interrogées et les suggestions en faveur du développement des capacités et le soutien à la mise en réseau avec d'autres institutions sur le continent. Ici, les besoins des institutions les plus fréquemment rapportés, dont témoignent à la fois les réponses de l'étude et les entretiens avec les universitaires, se rapportaient aux installations bibliothécaires, aux capacités humaines et aux installations de recherche. Ces besoins sont brièvement discutés dans les sections suivantes.

Installations bibliothécaires

Les bibliothèques de nombreuses universités africaines ont été contestées au cours des deux dernières décennies, en particulier en ce qui concerne leur capacité à acquérir un matériel à jour. Cela a été souligné dans les conclusions et les entretiens de l'étude, presque toutes les personnes interrogées listant « l'accès aux livres récents », « les matériels des bibliothèques obsolètes — nécessité de meilleures structures bibliothécaires » et « l'accès aux nouveaux journaux dans notre bibliothèques universitaire » parmi les principales préoccupations. Les causes de la faiblesse des bibliothèques universitaires sont variées, mais semblent tourner autour du financement réduit, parallèlement aux défis de financement généraux auxquels sont confrontées les universités d'un côté, et des demandes croissantes pour les services de ces structures, prenant en particulier la forme d'un nombre croissant d'étudiants, d'un autre côté. L'automatisation limitée et le retard en matière d'installation et d'utilisation des TIC ont aussi été cités comme constituant des faiblesses dans de nombreuses bibliothèques universitaires. Du fait des coupes budgétaires et des coûts exponentiels des livres, de nombreuses bibliothèques ont eu tendance à réduire le budget qu'elles consacraient à l'acquisition des livres et aux abonnements de journaux, ayant dans de nombreux cas pour conséquence que :

Les listes de requêtes que les chargés de cours apportent aux bibliothécaires sont plus ou moins des listes de souhaits, et la bibliothèque doit au final établir des priorités, et ne s'abonner qu'à une poignée de journaux que nous leur avons demandés. Concernant les nouveaux livres, nous n'obtiendrons normalement que ceux fournis par des bailleurs²³.

Le résultat de cette situation est que les chargés de cours développent des stratégies pour garantir l'accès des étudiants à du matériel de lecture. Une de ces stratégies a consisté à préparer des packs de lecture contenant la lecture essentielle minimale basique pour leurs cours et à les mettre à disposition dans la section réservée de la bibliothèque ou à les vendre aux étudiants pendant leurs cours²⁴. Parfois, les packs de lecture sont vendus aux étudiants en échange d'une somme minimale (couvrant normalement les coûts de photocopie du matériel). Cet arrangement présente l'avantage de permettre aux étudiants, dont les budgets pour les livres sont souvent insuffisants pour acheter les livres des librairies de l'université, d'avoir accès aux ouvrages essentiels, et de compléter les budgets de photocopie des départements souvent limités.

Un aspect préoccupant de cette pratique est cependant que l'arrangement consistant à vendre des packs d'étude est souvent initié et exécuté par des chargés de cours à titre individuel. Dans des situations où il n'existe aucun système de contrôle et de suivi de

l'utilisation de l'argent collecté, il peut en découler de la corruption. Une autre stratégie consiste en la tendance « ...des étudiants à limiter leurs lectures et à ne lire que les packs servant alors de manuels scolaires, et rien d'autre »²⁵. Ce qui a des conséquences sur la qualité de l'apprentissage à l'université.

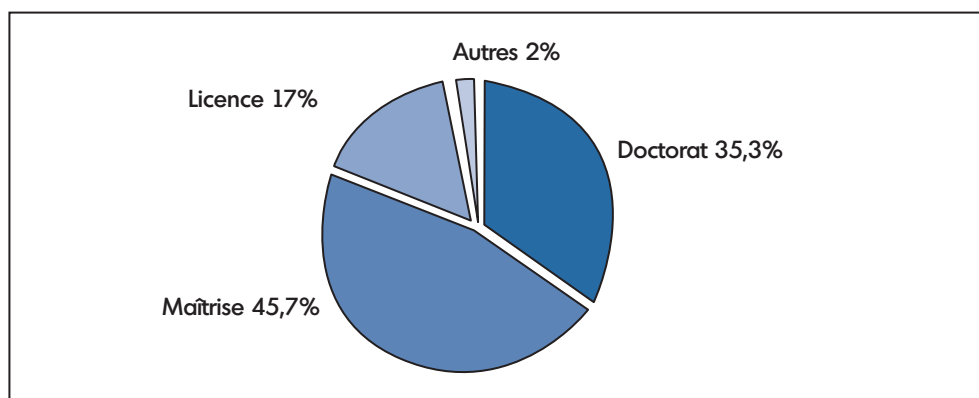
Une autre stratégie a consisté pour les chargés de cours à prêter du matériel de lecture extrait de leurs propres collections personnelles acquises lors de leurs voyages internationaux de recherche et de conférence aux étudiants, car certains ouvrages peuvent être vendus à un prix prohibitif ou être indisponibles. Ce matériel, selon un chargé de cours, est parfois « ...d'une qualité très supérieure à celui qui est disponible dans la bibliothèque universitaire et également plus récent »²⁶. Cependant, des arrangements de la sorte dépendent de la confiance et des relations personnelles qu'entretiennent les personnes concernées, et les chargés de cours sont souvent réticents à prêter leur matériel dans un environnement où la pénurie de livres pousse les étudiants à ne pas rendre et à voler le matériel de la bibliothèque.

Capacités humaines et dotation en effectifs

« Un personnel ayant un très bon niveau d'éducation, de préférence des titulaires de doctorat, est urgemment nécessaire pour diriger les programmes [proposés dans le département] » était l'une des réponses des personnes interrogées de l'étude à la question des besoins actuels en capacités humaines. Les préoccupations en matière de capacités humaines et de dotation en effectifs constituent le second plus grand problème de nombreuses universités africaines. Cela inclut le nombre d'employés dans des départements où l'occupation totale des postes disponibles est rarement atteinte ; le niveau de formation et d'expérience, un problème où peu de départements dispose de plus d'un professeur à plein temps (et parfois d'aucun), et la spécialisation du personnel actuel, un problème pour de nombreux départements qui disposent d'un nombre limité de spécialistes sur des sujets qui composent des disciplines particulières.

Comme le montre la Figure 7, la majorité des départements dans les universités étudiées est dominée par de jeunes universitaires à des universitaires de niveau intermédiaire. Cette Figure présente l'effectif moyen dont disposent les départements des personnes interrogées dans la partie de l'étude de la recherche par qualification universitaire.

Figure 7 : Qualifications universitaires moyennes du personnel des départements étudiés (tirées des réponses de l'étude en ligne)



La question de la qualité du personnel enseignant a constitué l'un des défis persistants des universités africaines, et en dépit des divers programmes de développement des capacités (aussi connu sous le nom d'initiatives de perfectionnement du personnel), les universités ont constamment échoué à amener le niveau de leur personnel à un niveau qui permettrait un enseignement de qualité. Dans de nombreuses institutions étudiées, au moins un quart du personnel permanent était en congé de perfectionnement au cours de la recherche. Tandis que la majorité poursuivait des études doctorales, certains (comme dans le cas de la NUL) étudiaient en vue d'obtenir un diplôme de maîtrise. Une menace constante causée par ce fait consiste en ce que certains participants au perfectionnement du personnel ne retournent pas à l'université après avoir terminé leurs études, trouvant souvent un emploi plus lucratif, en Afrique et ailleurs. Cette « fuite des cerveaux » entraîne une pénurie d'universitaires qualifiés, spécialisés et expérimentés, créant une lacune à cet égard dans de nombreux départements. Et ce phénomène réduit un peu plus la gamme et la couverture des cours que les départements peuvent proposer aux étudiants ainsi que la capacité de ceux-ci à consacrer du temps à la recherche et à la publication.

Structures de recherche et de publication

Bien que la surcharge d'enseignement et le nombre d'étudiants constituent un fardeau assez considérable pour la capacité des universitaires à entreprendre une recherche indépendante et à s'engager dans des activités de publication, une préoccupation encore plus sérieuse soulignée à la fois dans les réponses et les entretiens de l'étude ayant trait à la recherche consistait en la disponibilité du financement de la recherche et du soutien de leurs institutions.

A la NUL, il a été rapporté qu'une partie significative du financement de la recherche mis à la disposition des universitaires était souvent inutilisée, principalement du fait de la réticence des chargés de cours à la demander et à l'employer. Suite aux discussions avec des chargés de cours à la NUL et dans d'autres universités, un tableau différent se dessine :

- Les fonds alloués aux personnes et aux équipes ne sont souvent pas suffisants pour soutenir les études de recherche proposés, les candidats au financement sont donc confrontés à des sommes insuffisantes et à la possibilité de ne pas terminer leur recherche. Dans un environnement où les équipements sont obsolètes ou non existants, l'acquisition de nouveaux équipements est rarement soutenue par les fonds fournis par l'université, décourageant ainsi les demandes qui requièrent davantage d'équipements, ou même des installations de transport de l'université.
- Les processus de révision et d'approbation des demandes de financement de la recherche sont souvent excessivement chronophages et opaques, entraînant des retards qui sapent la recherche proposée et sont souvent incompatibles avec les programmes des départements.
- Récemment, la valeur de l'« utilité » directe de la recherche a été utilisée comme critère d'approbation des propositions, décourageant ainsi la génération pure de connaissances ou la recherche de réflexion.
- Le temps libre pris pour des congé sabbatiques nécessite souvent le recrutement d'un personnel de remplacement des universitaires absents. Du fait de la pénurie de capacités dans de nombreuses institutions, une demande de congé sabbatique fructueuse dépend souvent de la capacité de l'institution (ou du département) à recruter un universitaire

remplaçant. Ce qui, combiné aux ressources limitées, limite la capacité du personnel à faire de la recherche.

Ce ne sont que quelques-unes des limites à la recherche et à la production de publications indiquées par les participants à cette étude. Les réponses indiquent cependant un grave problème de développement des connaissances, de remise à niveau et de promotion universitaires dans de nombreuses universités sur le continent. L'absence d'incitations économiques, les procédures difficiles et le temps consacré à l'acquisition de subventions de recherche ont sans aucun doute contribué à une insuffisance en matière de génération des connaissances dans les universités africaines. Bien sûr, il existe des exceptions à ces modèles, à la fois au niveau individuel et institutionnel. Cependant, les limites semblent constituer une tendance commune dans les institutions étudiées.

Un des moyens pour les universitaires de contourner ces obstacles consiste à s'engager dans des services de consulting en recherche, souvent commandés par des organisations non gouvernementales et des organisations internationales, pendant des périodes de temps spécifiques. La principale attraction de ces dernières pour les universitaires est financière, puisque ces missions sont souvent bien rémunérées pour des tâches à court terme et sont rapidement payées. Il existe cependant un autre attrait, le travail de consulting fournissant aux universitaires l'opportunité de développer et d'affiner leurs rapports sous des formats publiables. Cela peut cependant être limité par exemple par les termes du contrat en vertu duquel la recherche est entreprise et la qualité des données et de l'analyse nécessaire.

Le travail de consulting en recherche est également devenu un canal important en vue d'obtenir des ressources pour de nombreuses universités africaines. Au cours de la recherche, on constate que certains universitaires consultants utilisent cette opportunité pour acquérir des équipements dont ils, et parfois leurs départements et universités, ont besoin. Des exemples incluent des ordinateurs portables (souvent, les universités ne fournissent que des ordinateurs de bureau, qui ne sont que rarement mis à niveau) et des logiciels. Cette pratique peut bien sûr motiver les universitaires à accorder la priorité au travail de consulting « au noir » au détriment de leurs devoirs centraux d'enseignement.

Résumé des conclusions

Selon les observateurs et les participants, l'enseignement supérieur en général et l'enseignement de la gouvernance en particulier dans les universités africaines subissent une pression extrême. Selon les conclusions présentées ici, le modèle des ressources (physiques, humaines et politiques) en baisse, les demandes croissantes et une lutte pour obtenir une place dans le contexte national est courant dans de nombreuses institutions sur le continent. Ces défis arrivent à un moment où la nécessité d'analyser, de comprendre et d'intégrer la gouvernance dans le courant dominant de la politique et des politiques de développement nationales est primordial, comme le reflètent des initiatives telles que le Nepad et le MAEP.

Les conditions de travail dans lesquelles les universités africaines opèrent continuent d'être de plus en plus difficiles, bien que des innovations et des opportunités existent. Ces conditions incluent le nombre d'étudiants en augmentation rapide, ce qui rend difficile de consacrer du temps aux charges d'enseignement et d'équilibrer celles-ci avec d'autres activités, en particulier la recherche, la faible capacité des départements et des institutions

en termes de nombres et de qualité, expérience et palette de spécialisation des membres de la faculté, la mauvaise gestion, entraînant des systèmes lourds et inflexibles résistants au changement et à l'innovation, en particulier en termes de réforme des programmes et de traitement des sujets d'actualité, les relations difficiles entre le monde universitaire (en particulier certaines des disciplines au cœur de la formation et de l'analyse de la gouvernance) et des parties prenantes majeures, en particulier les gouvernements en Afrique, et une mauvaise gouvernance institutionnelle au sein des universités, qui sont souvent prônes à l'instabilité interne, à la corruption et à l'inefficacité.

Ces conditions imposent des restrictions sévères à l'innovation et à l'introduction de nouvelles idées et de nouvelles manières d'opérer. Bien qu'une réforme institutionnelle ait été initiée dans certaines institutions, il est encore tôt pour pouvoir évaluer correctement les effets de ces développements sur la capacité des universités africaines à se réinventer en tant que moteur majeur de l'innovation en général, et de l'innovation en matière de gouvernance en particulier, de manière pertinente pour leurs communautés. Des indications du Lesotho (NUL) et de l'Éthiopie (UAA) suggèrent par exemple que les hausses du nombre d'étudiants inscrits ont commencé à submerger les ressources limitées en matière d'infrastructure et d'enseignement²⁷.

La gamme des sujets liés à la gouvernance couverts dans les cours proposés dans de nombreuses universités étudiées dans l'étude indique que la majorité est en effet enseignée mais qu'il est difficile de déterminer à quel niveau et à quel point. L'accent semble continuer à être mis sur des matières et sujets « conventionnels », les thèmes d'actualité, tels que les élections et les modèles électoraux, les études de sécurité et le VIH/Sida, étant limités. Le développement, la gestion des conflits et l'économie politique internationale sont déclarés comme comptant au nombre des matières les plus fréquemment enseignées et auxquelles la priorité est le plus souvent accordée. D'un autre côté, il est encourageant de noter que certains des sujets qui sont d'actualité dans les dialogues nationaux et continentaux sur la gouvernance, tels que le Nepad et le MAEP (par exemple le genre et les droits humains) commencent à émerger comme matières enseignées²⁸. Cependant, la mesure dans laquelle ces sujets et d'autres sujets d'actualité sont intégrés et formalisés dans le cadre de l'enseignement universitaire est encore floue.

Une préoccupation opérationnelle qui a longtemps fait obstacle au développement dans le secteur de l'enseignement supérieur en Afrique, et qui semble s'être aggravée au cours des deux dernières décennies, concerne l'accès aux ressources et aux installations. En moyenne, les conclusions confirment cette tendance, mais indiquent également des possibilités d'opportunité. Les installations bibliothécaires, des photocopies bon marché, des opportunités de recherche et de publication et le financement semblent être les ressources les plus difficiles à acquérir. Conjuguées à la faible capacité humaine des départements, elles semblent créer un cercle vicieux qui ébranle la qualité et l'innovation. Cependant, la facilité relative avec laquelle les universitaires (et les étudiants ne sont pas loin derrière) peuvent accéder aux installations de TIC peut constituer une opportunité, en particulier avec l'avènement des logiciels gratuits et autres installations gratuites sur Internet. Cependant, cette possibilité est encore gênée par les frais d'abonnement dans certains domaines, et la qualité des TIC (comme les vitesses de connexion) dans de nombreux pays.

DISCUSSION DES CONCLUSIONS : LECONS ET DIRECTIONS FUTURES

Dans les années qui ont immédiatement suivi l'avènement de l'indépendance politique, le secteur généralement jeune et restreint de l'université a été investi par de grandes aspirations nationales et soutenu par des ressources publiques. Aujourd'hui, la situation est beaucoup plus problématique, avec des niveaux réduits de financement public pour un secteur qui s'est considérablement étendu et diversifié, l'avènement des universités privées, la mobilité croissante des étudiants et un questionnement sur la mission, le mandat, la nature et la place devant être tenue par le secteur, ses institutions et ses produits dans la société.

Etant donné ce type de défis et d'obstacles en termes d'état actuel de l'enseignement dans les universités africaines, quel agenda futur peut être développé afin de traiter certaines des difficultés ? Comment peuvent répondre les universitaires dans le domaine de l'enseignement de la gouvernance au défi consistant à amener l'université africaine à jouer le rôle national (et continental) de production d'un produit socialement pertinent, afin de soutenir la réforme en matière de gouvernance et rattraper le développement technologique et social actuel ?

Les questions sociales, politiques et économiques nécessitant des institutions universitaires pour adapter le contenu, l'orientation et la qualité de leurs cours et programmes ont été décrites. La question semble être celle de l'identification et du développement de stratégies visant à relever ces défis. Un agenda possible ne peut être que fondé sur la nécessité d'être pertinent en matière de contenu, constructif en matière d'orientation, compétitif et compatible en termes de qualité au niveau international et efficace et efficient en termes de mise en œuvre.

Les augmentations massives du nombre d'étudiants ne se sont pas accompagnées d'expansions de même mesure des structures, du personnel et des programmes d'enseignement proposés dans de nombreuses universités. Cela a abouti à des normes de l'enseignement en baisse et à un fardeau accru de l'enseignement, ne laissant que peu de temps aux universitaires pour préparer leurs cours et équilibrer l'enseignement et la recherche.

Une solution possible est le développement de l'enseignement à distance, pour lequel la présence physique des étudiants sur le campus n'est pas requise. Ce modèle a été traditionnellement mis au point par des universités telle que l'Université d'Afrique du Sud (UNISA) et est actuellement mis en œuvre dans des universités ouvertes dans divers pays, dont le Zimbabwe et la Tanzanie. Bien que cette étude n'explore pas spécifiquement comment ces universités fonctionnent, plusieurs de leurs stratégies ont été adoptées par d'autres universités « traditionnelles » (telle que l'Université de Stellenbosch, en particulier dans les programmes d'études supérieures et de recherche). Il s'agit de :

- sessions sur place, abrégées et intensives, suivies de périodes d'étude indépendante basées sur Internet ;
- le développement et la présentation de matériel de cours en modules d'études autonomes qui peuvent être pris à la fois comme composantes indépendantes et comme épisodes d'un programme complet ;
- l'utilisation de la diffusion via Internet pour donner des cours ;

- l'utilisation de formats portables de livraison de matériel, telle que la technologie du CD-ROM.

L'adaptation et l'adoption de ces stratégies et outils peuvent aller dans le sens de l'allègement des défis en matière d'espace physique auxquels sont confrontées de nombreuses universités, mais dépendront de l'efficacité des systèmes mis en place pour garantir la qualité et les normes.

La capacité décroissante des universités et des départements à développer les capacités en compétences et en contenu des universitaires a abouti à la fois à un « inceste universitaire » et à des tentatives de rationaliser l'utilisation des ressources rares. La formation des chargés de cours dans les universités les mieux équipées du continent a constitué l'une des stratégies adoptées. Cela a impliqué la participation d'universitaires de pays de la région d'Afrique australe à une formation supplémentaire, par exemple, dans les universités en Afrique du Sud. Des universités telles que WITS, l'UFS, l'Université du Cap et l'Université du Cap occidental en Afrique du Sud en sont venues à jouer un rôle croissant dans la formation du personnel dans diverses disciplines de la NUL, l'UB, l'Université du Swaziland et l'UNIMA et d'autres au cours des dix dernières années. Elles attirent également de nombreux étudiants venus d'autres pays africains.

Cette tendance doit être systématisée, avec la possibilité d'accords institutionnels orientés vers des accords de perfectionnement du personnel, de formation thématique spécialisée et d'échange en matière de recherche et d'enseignement. Ces types d'accords institutionnels présenteraient les bénéfices suivants :

- la libération de membres du personnel des universités régionales à des fins d'étude et de remise à niveau basés sur les plans des départements et des institutions, qui seraient eux-mêmes basés sur les besoins identifiés de spécialisation, d'enseignement supplémentaire et de perfectionnement postdoctoral ;
- la circulation et les échanges féconds de connaissances à plus grande échelle (régionale) et la standardisation des compétences et des matériels de cours ;
- le développement de réseaux universitaires de soutien qui incluraient les formations d'examineurs internes et des entreprises de recherche faite en collaboration (y compris des recherches comparatives) sans avoir à mobiliser des ressources supplémentaires ;
- un élargissement de la couverture des sujets régionaux et continentaux directement liés aux besoins des sociétés de la région (tels que les dynamiques de l'intégration régionale, l'Union douanière d'Afrique australe, la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC), le Nepad, l'UA et le MAEP), et un approfondissent de l'expertise dans ces domaines²⁹.

Une autre composante de ce type d'accord régional peut inclure les programmes pour étudiants, tels que des échanges de recherche. La longue histoire de service régional et des accords inter-universités dont témoigne l'évolution des universités du Lesotho, du Botswana et du Swaziland pourrait être réexaminée sous ce jour, comme pourrait l'être la réforme et la consolidation des universités après 1994 en Afrique du Sud.

Les universités du Lesotho, du Botswana et du Swaziland ont émergé au cours de la période de pré-indépendance en tant qu'université unique du Bechuanaland, du Basutoland et du Swaziland (UBLS) pour servir les trois territoires de la Haute Commission d'alors.

Ce phénomène s'est poursuivi au cours de la période suivant l'indépendance, mais s'est effondré dans les années 70 avec le retrait du Lesotho et la création de la NUL. Les deux autres institutions se sont plus tard séparées en entités nationales indépendantes. Bien que le format précédent (UBLS) puisse ne pas nécessairement être ressuscité, le partage rationnel des ressources entre les universités sur une base régionale peut constituer un modèle qu'il vaudrait la peine d'envisager.

Les avantages des consortiums inter-universités globaux incluraient la standardisation des critères des régimes de rémunération et d'avancement (c'est-à-dire de promotion et d'échelonnement) des universitaires évitant ainsi le problème de la « fuite des cerveaux » qui a sapé les efforts de pays comme le Lesotho et le Swaziland en matière de développement des capacités de leurs facultés universitaires. Bien sûr, une coordination de la sorte entre les pays s'accompagnerait également de nombreux défis, comme l'a montrée l'intégration des diverses universités en Afrique du Sud. De plus, la dissolution de l'UBLS peut nécessiter un réexamen afin d'identifier les facteurs qui ont contribué à la séparation des trois institutions. Un autre modèle qu'il vaut la peine d'explorer pour les universités plus petites est celui de l'université des Indes occidentales³⁰, qui a maintenu la configuration multinationale héritée de l'indépendance.

L'organisation la plus frappante, championne de la coopération institutionnelle intra-africaine sur le continent, est l'Association des universités africaines. Cette organisation pourrait être mobilisée pour soutenir et renforcer l'accord régional, et au final continental, des universités.

Les universités ont généralement tendance à se montrer rigides et conservatrices dans leur approche de la réforme administrative et des programmes. En effet, bien qu'il soit souvent reconnu que l'innovation et le dépassement du cadre conventionnel sont nécessaires, l'élan de la réforme provient souvent d'une impulsion externe ou d'une crise institutionnelle critique. L'UAA, la NUL et les universités d'Afrique du Sud ont toutes connu une réforme au cours de la dernière décennie principalement du fait de ces types de facteurs d'impulsion³¹. L'alignement des universités sur les priorités nationales, en particulier en Afrique, constitue un défi sérieux ; des stratégies efficaces peuvent ne pas encore être en place pour relever ce défi.

Etant donné les insuffisances en matière de ressources de ces institutions et les attitudes des gouvernements (et de la société en général) qui changent lentement d'un côté, et l'engagement de nombreux gouvernements à réaliser les objectifs d'intégration régionale et de développement transnational dans un monde de plus en plus intégré de l'autre, il existe un potentiel pour les universités de reconsidérer leur mandat de développement national et de pertinence en se concentrant sur l'agenda africain. Cette proposition se fonde sur les points suivants :

- Les défis identifiés en matière de ressources que rencontrent de nombreuses universités africaines, et les avantages qui pourraient être obtenus par le biais d'un partage rationnel des ressources.
- Un réalignement institutionnel sur des engagements continentaux plus généraux qui font partie de l'agenda national en faveur du développement. Dans les domaines du développement régional de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, de la Communauté de l'Afrique de l'Est et de la SADC, la majorité des initiatives nationales de développement sont de plus en plus alignées et harmonisées

avec les objectifs régionaux. Cela garantirait par conséquent une perspective plus large aux programmes universitaires, tout en restant pertinents pour les objectifs de développement national. Cela peut aussi aboutir à une utilisation plus rationnelle et plus efficace des ressources³².

- La production de diplômés disposant d'un potentiel de marché international plus important pour leurs compétences et connaissances. Cela est important pour les universités qui produisent des diplômés ne pouvant pas être absorbés par le marché du travail national, et répondrait simultanément aux besoins des organisations régionales internationales qui ont de plus en plus d'influence dans la formulation et l'exécution des politiques.

Peut-être parce que les technologies de l'information ont rendu la livraison de l'enseignement plus facile et moins cher, il vaut la peine d'explorer la possibilité de mobiliser cette ressource en vue d'améliorer l'enseignement supérieur en général, et l'enseignement de la gouvernance en particulier, en particulier parce que la territorialité ne peut plus protéger les institutions nationales de la concurrence, même sur leurs propres marchés traditionnels.

L'utilisation des installations de TIC constituerait un autre domaine à envisager. Des universités virtuelles et des modes d'apprentissage à longue distance, conformément par exemple au modèle de plus en plus réussi de l'UNISA, continuent de se révéler de plus en plus attirants et accessibles pour un nombre croissant d'étudiants au-delà des frontières nationales. Cela a remis en cause les universités traditionnelles en termes à la fois du coût de livraison et de la palette de matières et des disciplines disponibles. Par conséquent, les universités résidentielles « traditionnelles » peuvent se voir éclipsées par cette forme d'institution d'enseignement supérieur. Le degré auquel elles pourraient être intégrées à une stratégie d'enseignement supérieur holistique est cependant difficile à juger.

L'essor des universités privées, dont nombre adopte une attitude commerciale de vente des connaissances comme d'un bien et de production d'employés pour les secteurs commerciaux et industriels peut ne pas constituer une menace pour les universités traditionnelles. Leur entrée en Afrique indique un besoin qui a été identifié, et elles occupent une niche spécifique que toutes les universités n'ont peut-être pas pu occuper. Dans ce sens, elles pourraient donc être approchées en tant que partenaires plutôt que concurrents. De cette façon, les fonctions de recherche et d'innovation pourraient rester au sein des universités théoriques, tandis que le développement des compétences pourrait être une fonction de ces institutions « pratiques ». Cependant, pour y parvenir, des politiques nationales claires en matière d'enseignement supérieur, des organismes de réglementation des normes, une capacité de marché capable d'absorber la recherche (connaissances) et les compétences que ces institutions produiraient sont nécessaires. A ce jour, peu de pays disposent de ces systèmes.

La majorité des universités étudiées sont soit les seules, soit les principales institutions d'enseignement supérieur dans le pays. En conséquence, elles occupent une position particulièrement « politisée » en termes de priorités nationales et de relations avec le gouvernement. Le modèle général consiste en ce que, d'un côté, les gouvernements ont interféré avec la gestion et la vision des universités (au nom de l'intérêt national), mais ont, d'un autre côté, échoué à soutenir les institutions (à l'aide de ressources et de financement constants). Négocier et harmoniser cette relation semble être l'un des défis les plus

difficiles que les universités africaines doivent relever, l'histoire de la récente intégration et consolidation des universités en Afrique du Sud et la désintégration précédente de l'UBLS peuvent ne pas constituer des précédents encourageants pour les types de propositions suggérées ici.

Cependant, l'élan pour toutes les autres dynamiques sociales, politiques et économiques en faveur de l'intégration et de la coordination régionales et continentales peut être prometteur, et inciter les universités africaines à avancer de concert avec le reste de la société. Etant donnée la centralité qui a été placée sur la gouvernance, et la bonne gouvernance en particulier, comme condition préalable au développement (comme la liberté de la presse, la fourniture de certaines installations élémentaires aux citoyens et la création de conditions favorables à l'aide et aux investissements internationaux), il semble logique que ce sujet soit l'un des premiers que les universités doivent s'approprier et développer, et traiter spécifiquement par une approche collaborative, interdisciplinaire et interinstitutionnelle.

Pour relever ce défi, dans le contexte des difficultés identifiées dans l'étude auxquelles est confronté le secteur de l'enseignement supérieur africain, les universités doivent gérer les problèmes urgents suivants en reconnaissant les points suivants :

- Premièrement, le développement national n'est plus la prérogative des acteurs nationaux et ne sera pas réalisable dans le contexte de l'Etat national ; cet agenda est de plus en plus abordé depuis une perspective régionale et continentale et, par conséquent, les universités devront concevoir des stratégies et des initiatives pour se développer parallèlement à cette approche.
- Deuxièmement, la gouvernance se rapporte à la fois à la compréhension des dynamiques des systèmes sociaux et aux pratiques de ces derniers. En tant que tels, les systèmes de gouvernance et de réglementation internes rigides et souvent conservateurs qui existent dans de nombreuses institutions devront être réformés. En bref, les universités doivent pratiquer une bonne gouvernance en interne.
- Troisièmement, en tant que centres d'innovation, de connaissances et de leadership universels, les universités ne peuvent que rejoindre la communauté mondiale des connaissances, explorer de nouveaux modes de livraison de leurs produits et enquêter sur les problèmes actuels qui affectent leurs communautés. A cet égard, explorer, analyser et enseigner les problèmes africains actuels dans le domaine de la gouvernance est de première importance.

De nombreux universitaires ont déjà commencé à innover quant à leur approche aux problèmes qu'ils rencontrent au niveau pratique, incluant l'introduction de sujets actuels comme « les problèmes émergents » dans leurs cours, l'utilisation de contacts personnels et professionnels pour collaborer à la recherche sur le continent et développer des réseaux sur des sujets tels que la gestion environnementale, les études des systèmes électoraux et la gestion des conflits. Une investigation systématique et intégrée sur la faisabilité, le caractère approprié et la pérennité de l'intégration de certaines des suggestions décrites ici dans l'enseignements universitaire en matière de gouvernance en Afrique contribuerait considérablement à renforcer le rôle que ces institutions jouent dans le soutien des initiatives nationales et continentales visant à améliorer le bien-être des Africains.

L'atelier qui a été organisé à la fin de l'étude a identifié une large gamme d'activités pratiques dans lesquelles les universitaires africains de disciplines et universités variées pourraient s'engager pour développer et approfondir les innovations décrites ici. A cette fin, SAIIA, avec un groupe d'universitaires au centre de cette étude, a développé une proposition pour un projet de réseau pilote qui commencerait à explorer l'utilisation pratique de certaines des stratégies identifiées dans l'étude, et à partager à la fois les approches et les ressources disponibles avec les membres du réseau afin de relever les défis identifiés. Les principales composantes et activités de ce réseau incluront une recherche conjointe dans les domaines de la gouvernance et de la réforme de la gouvernance, l'identification des faiblesses des cours et des programmes par le biais d'une revue informelle par les pairs des matériels et contenus des cours, un panneau d'affichage électronique pour faciliter l'échange d'ouvrages actuels et d'opportunités de recherche, des réunions du réseau pour discuter de la recherche, la diffusion des résultats et l'échange des expériences et l'ouverture de possibilités d'échanges de personnel, de supervision conjointe des étudiants et de co-formation des examinateurs.

Il est attendu que le réseau proposé fournira une démonstration de la façon dont l'apprentissage et le soutien des pairs peuvent permettre aux universitaires africains en général, et aux éducateurs de la gouvernance en particulier, de se soutenir mutuellement et de développer des stratégies systématiques et innovantes pour améliorer leur efficacité dans la livraison d'un produit pertinent et opportun avec les ressources disponibles limitées. Cette coopération Sud-Sud et un soutien mutuel devraient aider les Africains à relever les défis auxquels ils sont confrontés et à contribuer à la communauté internationale plus large des connaissances.

NOTES DE FIN D'ARTICLE

- 1 Centre d'informations des Nations Unies, « Les technologies de l'information doivent être utilisées pour exploiter les connaissances des plus grandes universités afin que l'apprentissage soit accessible à tous, déclare Kofi Annan », Communiqué de presse UNIS/SG/2625, 2000 <<http://www.unis.unvienna.org/unis/pressrels/2000/sg2625.html>>, tel que cité dans Bloom D, Canning D & K Chan, « Higher education and economic development in Africa », Série de documents de travail sur le développement humain en Afrique, 102. Washington DC: la Banque mondiale, 2006, p. 2.
- 2 Bloom D, Canning D & K Chan, « Higher education and economic development in Africa », Série de documents de travail sur le développement humain en Afrique, 102. Washington DC: la Banque mondiale, 2006, p. 15.
- 3 Voir par exemple l'Association des Universités africaines, *Higher Education in Sub-Saharan Africa, with Specific Reference to Universities*, Rapport du Groupe de travail sur l'enseignement supérieur. Accra : Association des Universités africaines, 2004.
- 4 Voir par exemple Bloom D, Canning D & K Chan, *op. cit.* ; Tilak J, « Higher education and development », document du XXI^e colloque international de l'Université. Brasilia : University XXI, 2003.
- 5 L'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) réunit principalement des pays développés d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord, plus l'Australie et la Nouvelle Zélande.

- 6 Tilak J, *op. cit.*, p. 4.
- 7 *Ibid.*
- 8 Bloom D, Canning D & K Chan, *op. cit.*, p. 17.
- 9 Tilak J, « Higher Education: A Public Good or a Commodity for Trade? » Discours-programme prononcé au cours de la réunion des Lauréats du 2nd Nobel, Barcelone, 2005, p. 3.
- 10 La gouvernance désigne en général la relation entre l'Etat et le citoyen. La bonne gouvernance désigne en particulier les éléments suivants : un système politique qui offre des opportunités de participation à tous les citoyens et qui fournit un transfert de pouvoir efficace, sans heurts et stable et des renouvellements périodiques du mandat de leadership par le biais, entre autres, d'élections régulières ; un secteur public et des structures législatives et administratives solides, indépendants et stables ; une transparence, une prévisibilité et une responsabilité des institutions publiques et de leurs agents ; une gestion efficace du secteur public ; un cadre économique qui encourage la génération d'un excédent et une distribution équitable pour traiter les problèmes de la pauvreté et du développement général ; le respect de l'Etat de droit et des droits humains.
- 11 Voir par exemple Materu P, « Higher education quality assurance in sub-Saharan Africa: Status, challenges, opportunities and promising practices », Série de documents de travail sur le développement humain en Afrique, 124. Washington DC: Banque mondiale, 2007.
- 12 Cela désigne la tendance vers la production, la présentation et la distribution de connaissances en tant que produit commercial. Selon Lyotard (1979, p. 4-5), « les connaissances sont et seront produites afin d'être vendues, elles sont et seront consommées afin d'être valorisées dans une nouvelle production : dans les deux cas, l'objectif est l'échange. Les connaissances cessent d'être une fin en soi, elles perdent leur « valeur d'usage » », tel que cité dans Roberts P, « Rereading Lyotard: Knowledge, Commodification and Higher Education », *Electronic Journal of Sociology*, 1998.
- 13 Bloom D, Canning D & K Chan, *op. cit.*
- 14 Récemment, le gouvernement du Lesotho a revu sa stratégie de financement de l'université afin d'accorder la priorité à des sujets d'étude soutenus par l'Etat. La liste inclut les sciences politiques (en particulier) en tant que sujet non prioritaire, ainsi, les étudiants étudiant cette discipline rencontrent des difficultés à obtenir une aide du gouvernement. Les études de développement, les sciences économiques et le droit sont cependant financés. Les universités en Ethiopie sont également confrontées au même problème.
- 15 Dans de nombreux pays, ces départements continuent d'être qualifiés d' « études administratives », cette qualification a été adoptée au cours de la période suivant immédiatement l'indépendance afin d'éviter l'opposition au gouvernement, et peut-être pour refléter l'agenda de développement des capacités des nouveaux gouvernements (pour développer un cadre d'habitants locaux qui gèreraient le système administratif).
- 16 SAIIA (Institut sud-africain des affaires internationales), « Intégrer la gouvernance dans l'enseignement universitaire : Un atelier pour les experts universitaires africains », rapport de l'atelier, 2009, <http://www.saiia.org.za/governance-and-aprm-events/integrating-governance-into-university-educationworkshop-for-african-academics.html>.
- 17 *Ibid.*
- 18 Sawyerr A, « Challenges facing African universities: Selected issues ». *African Studies Review*, 47, 1, 2004. Accra: Association des Universités africaines.
- 19 L'Association des Universités africaines a réalisé un certain nombre d'études sur le secteur de l'enseignement supérieur en Afrique depuis 2000 et a établi des partenariats avec la Banque mondiale et d'autres partenaires au développement, tels que les Fondations Catherine T

McArthur et Rockefeller, afin d'établir des initiatives telles que le Groupe de travail sur l'enseignement supérieur en 2002. Une initiative antérieure a consisté en le colloque de 1994 organisé au Lesotho, qui visait à planifier la marche à suivre de l'organisme continental en matière de coordination de l'enseignement supérieur sur le continent pour le nouveau millénaire. Voir <www.aau.org et www.foundation-Partnership.org>.

- 20 En Afrique du Sud, par exemple, la transformation au cours de l'ère post-démocratique (après l'abolition de l'apartheid en 1994) a été motivée par la nécessité nationale à la fois d'éliminer l'accès discriminatoire à l'enseignement supérieur (c'est-à-dire d'améliorer l'accès et l'inclusivité) et de distribuer des ressources dans ce secteur sans sacrifier la qualité. Au Lesotho et en Ethiopie, l'« impulsion » externe est venue de l'insistance du gouvernement pour que les universités soient pertinentes pour les objectifs de développement national, en compétition pour les ressources avec d'autres institutions d'enseignement supérieur (telles que les institutions de formation professionnelle émergentes), tandis que la dynamique interne a tourné autour des préoccupations concernant la fuite du personnel (« fuite des cerveaux ») face aux conditions de travail en détérioration. L'émergence de concurrents (principalement sous la forme d'universités privées et d'écoles qui proposent un enseignement professionnel ou pertinent pour le marché de niveau licence) a aussi incité au changement. En général, les modèles de transformation variaient des changements qui pourraient être qualifiés d'ajustements « internes » à des systèmes divers d'enseignement universitaire, à l'adaptation et au développement de stratégies et de structures innovantes en passant par des changements à grande échelle sur le centre d'attention, la mobilisation des ressources et les structures institutionnelles de ces institutions (tels que la fusion de plusieurs universités en Afrique du Sud).
- 21 Cela est défini comme la pratique selon laquelle les meilleurs étudiants sont absorbés dans le courant enseignant/universitaire au sein des universités après l'obtention de leurs diplômes. Il s'agit d'une pratique globalement acceptée, mais qui peut devenir problématique si peu de planification est impliquée, si les normes ne sont pas maintenues (prendre les meilleurs étudiants même lorsque la performance est faible) et il n'y a pas d'injection de capacité venue de l'extérieure (des universitaires et/ou étudiants venues de l'extérieur de l'institution). La pratique consiste cependant toujours en ce que le personnel localement formé est souvent remplacé et complété par une formation en externe.
- 22 Selon un universitaire de l'Université de Zambie, la bibliothèque est souvent appelée « les archives ».
- 23 Entretien, chargé de cours en sciences économiques, Université de Nairobi, novembre 2008.
- 24 Rapporté par des chargés de cours de l'Université nationale du Lesotho, de l'Université du Malawi, de l'Université de Zambie et de l'Université du Swaziland.
- 25 Chargé de cours en études du développement, Université nationale du Lesotho, 2008.
- 26 Chargé du cours en études du développement, Université de Zambie (Atelier SAIIA, mai 2009). L'exception notable à ce modèle semble être l'Afrique du Sud, où les bibliothèques universitaires sont approvisionnées de façon adéquate et où il existe une industrie de la publication universitaire florissante, rendant le matériel facilement disponible et accessible.
- 27 A l'Université nationale du Lesotho, qui est traditionnellement une université résidentielle (avec des étudiants vivant sur le campus), les cinq dernières années ont connu une hausse importante du nombre d'étudiants ne vivant pas sur le campus, car l'université a cherché à augmenter le nombre de ses étudiants, qui devait passer d'environ 5 000 en 2002 à un objectif de 10 000 en 2007. Les conséquences du changement à grande échelle dicté par le gouvernement en Ethiopie en 2004 ont été des défis identifiés comme préjudiciables au standard de l'enseignement à

l'Université d'Addis-Abeba. Ces défis étaient la réduction de la période d'étude (pour les diplômes de licence), passant de programmes de quatre ans à trois ans sur l'insistance du gouvernement. Cela a affecté la qualité de l'enseignement, qui a baissé car la réforme a quelque peu affaibli le contenu essentiel du matériel délivré par le département. Sur l'insistance du gouvernement, tous les cours mineurs ont été supprimés et les étudiants ne devaient choisir que des programmes majeurs. Dans le même temps, la population d'étudiants a augmenté de manière exponentielle depuis les réformes.

- 28 Les participants à l'étude ont rapporté introduire stratégiquement des sujets d'actualité dans les plans et descriptions des cours démodés, par exemple sous l'intitulé de « questions émergentes », dans lesquels des sujets tels que l'égalité de genre, la mondialisation et la gestion foncière ont été enseignés. D'un autre côté, cette innovation/flexibilité individuelle a été déclarée être la source de l'autocensure, selon laquelle des sujets tels que l'ethnicité, bien qu'actuel et probablement approprié à l'intégration dans les cours d'administration publique, de sciences politiques et de sociologie, ne sont pas enseignés par peur de la « controverse » (chargé de cours en sciences politiques, Université de Nairobi, 2009).
- 29 Il est à noter que le schéma proposé ici se réfère uniquement à l'Afrique australe à titre d'exemple du type possible de relation et d'accords interinstitutionnels systématiques qui peuvent être développés. Des pays d'autres régions du continent où des asymétries similaires existent dans les systèmes d'enseignement supérieur peuvent aussi adopter des modèles identiques ou similaires. De plus, le système universitaire sud-africain peut en bénéficier en interne, car des disparités de ressources et de capacités en personnel continuent à exister au sein du contexte national.
- 30 L'Université des Indes occidentales, créée en 1948, sert 16 pays anglophones dans les Caraïbes : Anguilla ; Antigua-et-Barbuda ; les Bahamas ; la Barbade ; le Belize ; les îles Vierges britanniques ; les îles Cayman ; la Dominique ; la Grenade ; la Jamaïque ; Montserrat ; Saint-Christophe-et-Nevis ; Sainte Lucie ; Saint-Vincent-et-les Grenadines ; Trinidad-et-Tobago ; et les îles Turks-et-Caïcos.
- 31 Pour les universités sud-africaines et pour l'Association des Universités africaines, l'intervention du gouvernement afin de répondre aux besoins de transformation (y compris la pertinence, le développement de la nation et l'inclusivité) a été une influence majeure du changement. A l'Université nationale du Lesotho, le défi est également venu de difficultés internes et de l'émergence d'universités commerciales qui ont été considérées comme constituant une menace pour le statut de l'université en tant qu'institution unique d'enseignement supérieur dans le pays.
- 32 Par exemple, par le biais du développement de niche, les campus répartis au niveau régional pourraient se spécialiser dans certaines disciplines (peut-être à la façon dont le leadership sectoriel de la SADC a été divisé et réparti entre les Etats membres), au lieu d'essayer de réunir la gamme complète des disciplines universitaire dans chacune des diverses universités nationales. De cette façon, des économies d'échelle pourraient aussi être réalisées.

AUTRES PUBLICATIONS

Le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs : Leçons des pionniers constitue la première étude approfondie du MAEP, qui examine ses défis pratiques, théoriques et diplomatiques. Des études de cas du Ghana, du Kenya, du Rwanda, de l'île Maurice et de l'Afrique du Sud illustrent les difficultés que rencontre la société civile pour se faire entendre. Il présente 80 recommandations visant à renforcer le MAEP.

Le DVD-ROM MAEP : Trousse à outils est une bibliothèque électronique de ressources destinées aux universitaires, aux diplomates et aux activistes. Disponible Anglais et en Français, vous y trouverez des entrevues vidéo, des guides aux mécanismes et études de responsabilité participative, un ensemble complet de documents officiels du MAEP, des normes de gouvernance et de nombreux articles et rapports de conférence. Il est inclus avec l'ouvrage *Leçons de pionniers*.

Standards de la gouvernance du MAEP : collection classé contient toutes les normes et tous les codes mentionnés dans le MAEP que les pays signataires sont censés ratifier et mettre en œuvre, dans un document unique de 600 pages. Egalement disponible en Anglais.

Réussir la planification de l'évaluation par les pairs : un guide pour les points focaux nationaux décrit les principes nécessaires à la gestion d'un processus national du MAEP solide et crédible. Vous y trouverez des conseils pratiques sur la création d'institutions, la direction de recherches, l'implication publique, la budgétisation et les médias. Egalement disponible en Anglais et en Portugais.

Comment influencer le MAEP : un guide pour la société civile fournit des conseils stratégiques aux groupes de la société civile sur la façon de s'engager avec les divers acteurs et institutions afin d'obtenir un impact politique au sein de leur processus national du MAEP. Egalement disponible en Anglais et en Portugais.

Pour commander nos publications, veuillez contacter le département des publications de SAIIA à l'adresse suivante : pubs@saiia.org.za

Institut Sud-africain des Affaires Internationales
Jan Smuts House, East Campus, Université du Witwatersrand
PO Box 31596, Braamfontein, 2017, Johannesburg, Afrique du Sud
Tél : +27 (0)11 339-2021 · Fax : +27 (0)11 339-2154
www.saiia.org.za · info@saiia.org.za

PROFIL DE FINANCEMENT DE SAIIA

SAIIA soulève des fonds auprès du secteur public et privé, des fondations charitables et donateurs. Notre travail est actuellement cofinancé par AusAid, la Fondation Bradlow, le Département du Développement international (DFID), le Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ), la Commission européenne, le Ministère finlandais des Affaires étrangères, la Fondation Ford, le Friederich Ebert Stiftung (FES), l'Institut de Hautes Etudes Internationales et du Développement (GIIS), le Centre de Recherches pour le Développement International (IRDC), l'Institut pour le Développement Durable (IISD), INWENT, la fondation Konrad Adenauer, l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE), le Ministère des Affaires Etrangères du Royaume de Norvège, le Centre Sud, l'Agence pour le développement internationale suédoise (SIDA), l'institut de politique de développement durable (SDPI), la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED), l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme (INSTRAW), le Ministère sud-africain des relations internationales et de la coopération (DIRCO), le département sud-africain des politiques des affaires étrangères, commerciales et industrielles (TIPS), le ministère des affaires environnementales de l'Afrique du sud (DEAT) et le service sud africain de revenus (SARS).

En outre, SAIIA compte 49 membres principalement du secteur privé sud-africain et des entreprises internationales avec un intérêt pour l'Afrique, quelques 53 membres du corps diplomatique et 11 membres institutionnels.



South African Institute of International Affairs

Analyse des questions clés de politique et de gouvernance en Afrique et au-delà